



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 20 janvier 2023

### Délibération n°230120-001 : Composition du conseil municipal : remplacement de Monsieur David MINVIELLE et installation du nouveau conseiller municipal

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que le conseiller municipal Monsieur David MINVIELLE, élu sur la liste « Soorts-Hossegor Naturellement », a présenté par courrier en date du 12 décembre 2022 sa démission de son mandat de conseiller municipal.

Madame la Préfète des Landes a été informée par courrier de cette démission en application de l'article L. 2121-4 du CGCT.

Conformément aux règles édictées à l'article L.270 du Code électoral « le candidat venant sur la liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le Conseiller Municipal élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit ».



Considérant les candidats venant sur la liste immédiatement après le dernier élu,

Considérant l'accord écrit de Monsieur Christian DUCAMP de siéger en tant que conseiller municipal,

Monsieur Christian DUCAMP est donc appelé à remplacer Monsieur David MINVIELLE au sein du Conseil Municipal,

En conséquence, conformément à l'article L.270 du code électoral Monsieur Christian DUCAMP est installé dans ses fonctions de conseiller municipal.

Le tableau du Conseil Municipal sera mis à jour et Madame la Préfète des Landes sera informée de cette modification.

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**PREND ACTE** de l'installation de Monsieur Christian DUCAMP en qualité de conseiller municipal du groupe minoritaire « Soorts-Hossegor Naturellement ».

**AUTORISE** Monsieur le maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

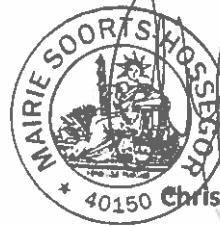
Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 20 janvier 2023

### Délibération n°230120-002 : Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2023

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, Adjoint au Maire en charge des finances, rappelle que le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) est la première étape importante du cycle budgétaire pour l'élaboration du budget primitif 2023. Il doit permettre au Conseil Municipal de débattre sur les priorités de la politique municipale.

Il présente les engagements de la Ville de manière concrète, en les inscrivant dans les contextes international, national et local qui les impactent. Conformément à la réglementation, le ROB précise notamment la structure et la gestion de la dette. Le Conseil Municipal doit également être informé des orientations concernant les niveaux de dépenses, les projections en matière de recettes et les équilibres en résultant.

**VU** l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires,

**CONSIDÉRANT** que ces orientations budgétaires ont été examinées en Commission des finances du 19 décembre 2022 et en Commission générale du 6 janvier 2023.

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**PREND ACTE** de la tenue du débat d'orientations budgétaires sur la base du rapport et des documents transmis aux conseillers municipaux (informations sur le contexte économique et financier national et local d'élaboration du budget, évolution prévisionnelle de dépenses et de recettes, en fonctionnement et en investissement, évolution du besoin de financement, structure et gestion de la dette ...).

**PRÉCISE** que le présent rapport d'orientations budgétaires, sera transmis au représentant de l'État dans le département, à la disposition du public à l'hôtel de ville et mis en ligne sur le site internet de la Commune.



**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

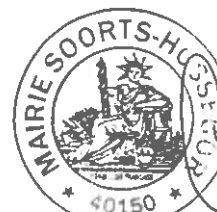
- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

Le secrétaire de séance,

  
  
Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

  
  
Christophe VIGNAUD



# **RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE**

## **POUR LE BUDGET 2023**

**Conseil municipal  
Séance du 20 janvier 2023**



## SOMMAIRE

### Introduction

#### Elément de contexte économique

*Le contexte macroéconomique*

*Le contexte national*

*Les mesures pour les collectivités relatives au PLF 2023*

#### Les règles de l'équilibre budgétaire

### 1. Les recettes de la commune

1.1 La fiscalité directe

1.2 La dotation globale de fonctionnement et le Fonds de péréquation communal et intercommunal

1.3 Synthèse des recettes réelles de fonctionnement et projection jusqu'en 2023

1.4 La structure des Recettes Réelles de Fonctionnement

### 2. Les dépenses réelles de fonctionnement

2.1 Les charges à caractère général et les autres charges de gestion courante

2.2 Les charges de personnel

2.3 La part des dépenses de fonctionnement rigides de la commune

2.4 Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement

2.5 La Structure des Dépenses de Fonctionnement

### 3. L'endettement de la commune

3.1 L'évolution de l'encours de dette

3.2 La solvabilité de la commune

### 4. Les investissements de la commune

4.1 Les épargnes de la commune

4.2 Les dépenses d'équipement

4.3 Les besoins de financement pour l'année 2023

### 5. Les ratios de la commune

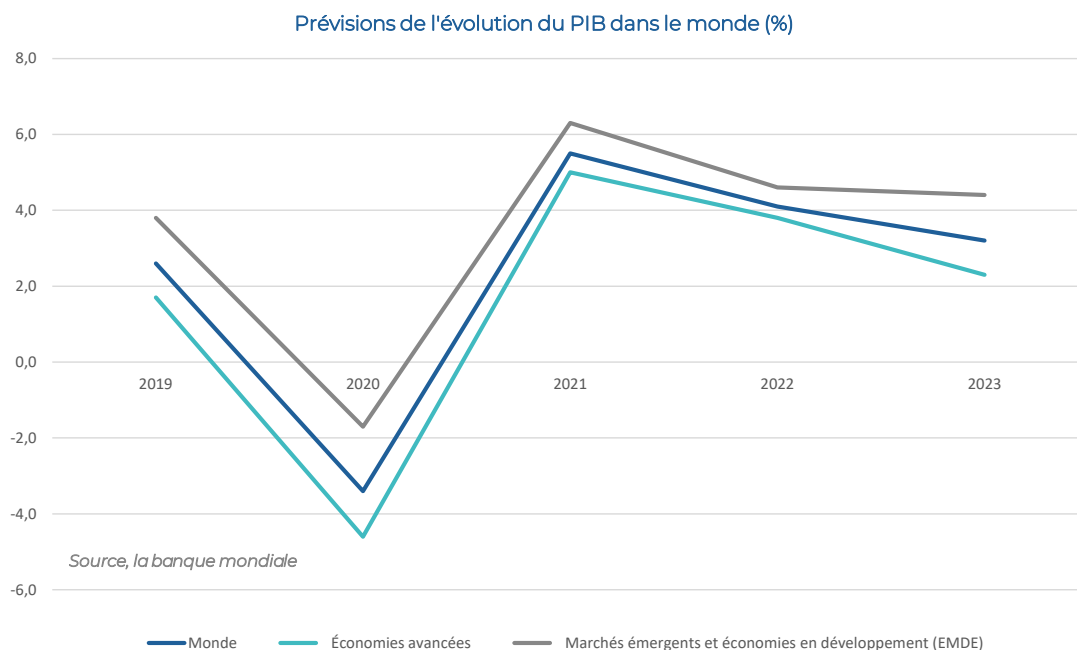
## Introduction

La loi d'Administration Territoriale de la République (ATR) de 1992 a imposé la tenue d'un débat d'orientation budgétaire (DOB) dans les deux mois précédant le vote du budget primitif pour les communes de plus de 3 500 habitants et pour les intercommunalités disposant d'une commune de plus de 3 500 habitants.

Plus récemment, l'article 107 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié les articles L 2312-1, L3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au DOB en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat. Sur le contenu, ce rapport doit maintenant non seulement présenter un volet financier, mais également un volet ressources humaines pour les communes de plus de 10 000 habitants.

## Le contexte macroéconomique

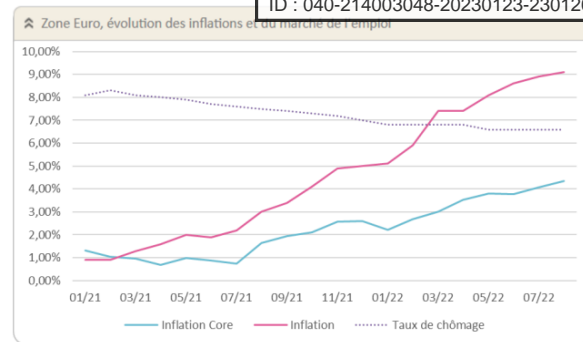
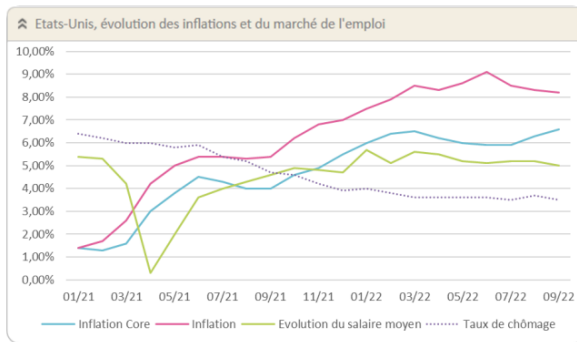
### Rétrospective 2022 : la guerre en Ukraine rebat les cartes... et la taxonomie européenne



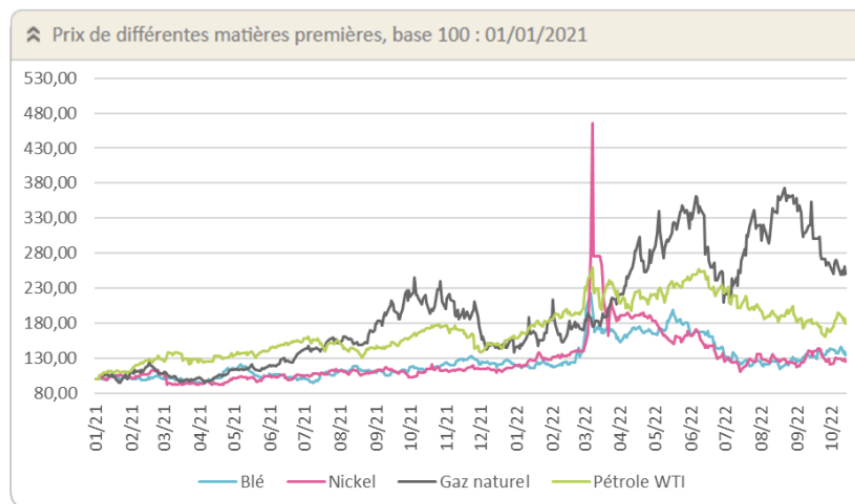
En 2021, l'inflation, américaine notamment, était particulièrement suivie. Beaucoup de banques centrales évoquaient une hausse temporaire de l'indice des prix à la consommation due à la reprise économique et aux tensions qu'elle provoque sur des chaînes d'approvisionnement mises à l'arrêt du fait de la pandémie de Covid-19.

Toutefois, les évolutions de l'économie américaine ont rapidement donné des signes de surchauffe : l'inflation outre-Atlantique dépassait 5% dès le mois de mai 2021, et l'inflation *Core* (inflation corrigée des produits volatiles comme l'énergie ou l'alimentation) excédait 5% en fin d'année. La faiblesse du taux de chômage (inférieur à 4,0% début 2022) tirait les salaires vers le haut : l'inflation devient structurelle, et ce, bien avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022.

En zone Euro, les prévisions d'inflation étaient également haussières, mais avec un effet retard par rapport aux Etats-Unis, et surtout une ampleur bien plus faible du fait de *stimuli* budgétaires plus modestes et orientés vers l'investissement (plan *Next Generation EU*), notamment dans un objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050. Les débats de la fin 2021 et du début 2022 portaient sur la taxonomie des investissements, afin de guider les investisseurs vers les productions « bas carbone ».



Mais ces anticipations se sont heurtées, le 24 février 2022, à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La guerre entre ces deux pays, principaux exportateurs de céréales (blé/maïs), d'engrais et d'hydrocarbures – gaz notamment, a entraîné une hausse brutale de l'ensemble des prix des matières premières :



Le retour d'un conflit majeur en Europe, avec un cobelligérant disposant de la puissance de feu nucléaire, a conduit la plupart des pays occidentaux à adopter de nombreuses sanctions à l'égard de la Russie :

- Saisie de biens et gel des avoirs de plusieurs oligarques proches du pouvoir russe ;
- Fermeture de l'espace aérien européen aux compagnies russes ;
- Fermeture des accès au système d'échanges financiers international SWIFT, même si les banques russes affiliées au fournisseur Gazprom disposent toujours de cet accès ;
- Arrêt des fournitures de matériel d'origine « occidentale » aux industries russes.

En parallèle, les Etats européens ont commencé à envoyer du matériel militaire en Ukraine, et, d'une façon générale, augmenté leurs dépenses d'armement. Cette industrie, exclue des fonds RSE jusqu'à la guerre en Ukraine, est revenue en grâce, malgré les inquiétudes grandissantes sur un réarmement européen au profit des industriels d'outre-Atlantique.

De son côté, la Russie a menacé l'Union européenne de fermer les accès au gaz russe, accélérant la hausse des prix, malgré des stocks assez élevés cependant. Mais plus important encore, le président russe a, à plusieurs reprises, fait clairement référence aux armes stratégiques russes (missiles hypervéloces, arsenal nucléaire, etc). L'évolution du conflit ukrainien au cours de l'année 2023, et la géopolitique d'une façon générale (Elections de mi-mandat aux Etats-Unis, 20<sup>ème</sup> Congrès du Parti Communiste Chinois, alors que l'Empire du milieu subit une crise économique importante depuis le début 2022) seront des facteurs importants d'incertitude en 2023.

D'abord dispersées, les politiques monétaires ont toutes pris un tournant restrictif en 2022, et bien plus coordonné à l'issue de la réunion annuelle de Jackson Hole fin août/début septembre.



- Aux Etats-Unis, la *Federal Reserve* a réalisé 5 hausses de taux, aboutissant à une augmentation globale de 3,00% sur l'année 2022. Deux nouvelles hausses supplémentaires sont attendues d'ici la fin de l'année, aux réunions des 02/11/2022 (+0,75% attendus) et le 14/12/2022 (+0,75% attendus).
- En zone Euro, la BCE a réalisé 2 hausses de taux, aboutissant à une augmentation globale de 1,25% sur l'année 2022. Deux nouvelles hausses supplémentaires sont attendues d'ici la fin de l'année, aux réunions des 27/10/2022 (+0,75% attendus) et 15/12/2022 (entre +0,50% et +0,75% attendus).

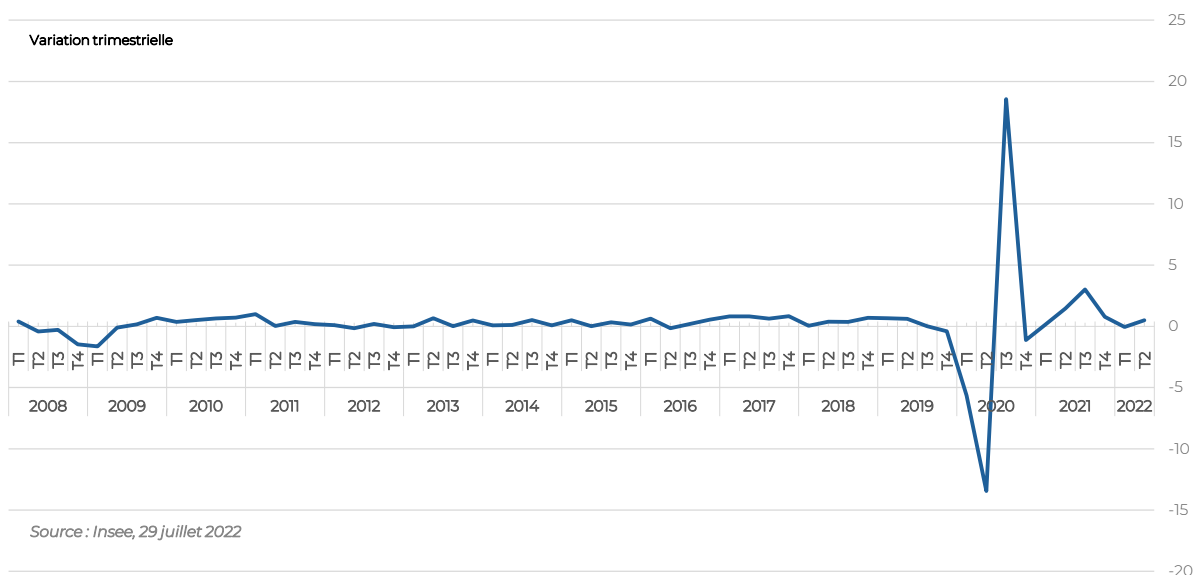
Les anticipations puis la concrétisation des hausses de taux directeurs ont conduit à une augmentation des taux courts européens dans le courant de l'année. A -0,572% en janvier 2022, l'Euribor 3 mois tend vers 1,50% mi-octobre 2022 (1,402% le 14/10/2022). L'Euribor 12 mois est passé, en un an, de -0,501% à près de 3,00% (2,677% le 14/10/2022). Accroché au taux de dépôt de la BCE, l'€STR devrait être compris entre 2,00% et 2,25% d'ici la fin de l'année.

Les taux longs ont progressé sur toute l'année 2022, avec cependant une pause au mois de juillet. Le taux de swap à 10 ans est passé de 0,28M début janvier à 3,20% courant octobre.



## Le contexte national

### Evolution du PIB en France (en %)

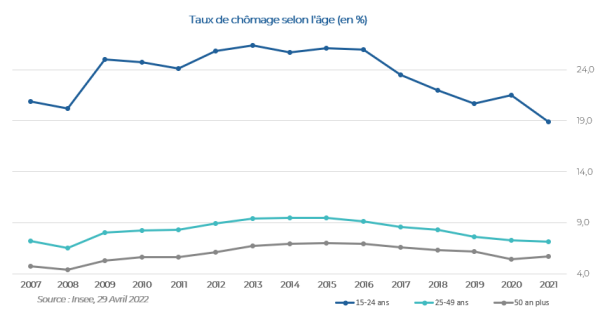
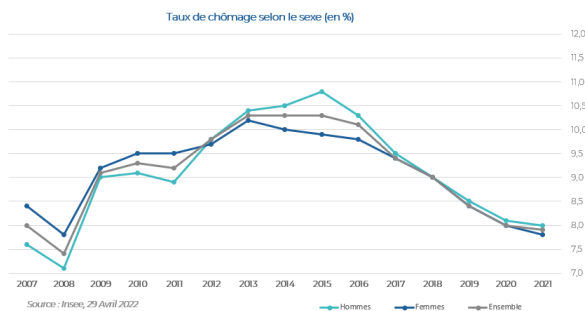


Points clés de la projection France						
(croissance en %, moyenne annuelle)	2019	2020	2021	2022	2023	2024
PIB réel	1,9	-7,9	6,8	2,6	(0,8 ; -0,5)	1,8
IPCH	1,3	0,5	2,1	5,8	(4,2 ; 6,9)	2,7
IPCH hors énergie et alimentation	0,6	0,6	1,3	3,7	3,8	2,5
Investissement total	4,1	-8,9	11,5	2,2	-0,2	1
Consommation des ménages	1,9	-7,2	4,7	2,8	0,6	1,7
Pouvoir d'achat par habitant	2,3	0,2	2	-0,5	0	1,4
Taux d'épargne (en % du revenu disponible brut)	15	21	18,7	16,2	15,8	15,7

- La croissance du PIB en France devrait atteindre, d'après les dernières estimations de la Banque de France, +2,6% en 2022 (soit en deçà de l'hypothèse de +4 % prévue dans la LFI 2022). Elle se projette entre 0,8% et -0,5% pour 2023.
- En 2022, l'activité économique en France est fortement affectée par le niveau d'inflation, la conjoncture économique internationale et l'instabilité résultant du contexte géopolitique instable.
- Les incertitudes restent fortes. Très peu sont favorables, beaucoup sont défavorables (Situation internationale, inflation, tensions sur les approvisionnements, hausse des taux directeurs, raréfaction de l'énergie, possible cessation des politiques de soutien de l'économie en temps de crise etc.).
- Toutefois, dans un contexte où les tensions sur les marchés de l'énergie se détendrait, l'économie française renouerait avec une croissance plus soutenue à horizon 2024. Le PIB augmenterait de 1,8% et l'objectif de 2% d'inflation totale serait retrouvé fin 2024.

#### Le taux de chômage attendu pour 2023

- D'après les statistiques de l'Insee du 12 août 2022, de la population active est de 7,4%.
- L'OCDE établit des projections à 7,56% de taux de chômage pour le 4<sup>ème</sup> trimestre 2022, et 7,97% un an après, loin de l'objectif de plein emploi affiché par l'exécutif.



## Les mesures pour les collectivités relatives au PLF 2023

### Fiscalité locale

Vous trouverez, ci-après, tout ce qu'il y a à savoir sur les amendements retenus dans le cadre de la première partie du PLF 2023 à la suite de l'activation du 49.3.

Tout d'abord, l'article 5 prévoit la suppression de la CVAE sur 2 ans et sa compensation par une fraction de TVA déterminée sur la base d'une moyenne triennale des recettes de CVAE des collectivités locales. Un flou persiste sur la prise en compte ou non des recettes prévues pour 2023.

En matière de fiscalité, alors que l'idée d'un plafonnement de la revalorisation forfaitaire des bases avait été envisagée pour la taxe foncière, cette dernière n'a pas été retenue par le gouvernement. Aussi, la revalorisation forfaitaire devrait s'élever comme chaque année au niveau du glissement annuel de l'IPCH (mesuré à 7,1% d'octobre 2021 à octobre 2022, données prévisionnelles INSEE).

Concernant l'actualisation des valeurs locatives, celle-ci a de nouveau été décalée, aussi bien pour les particuliers que pour les entreprises. La réactualisation des valeurs locatives professionnelles qui devait s'appliquer pour 2023 a été repoussée à 2025. Pour les valeurs locatives d'habitation, le report est pour 2028.

### Dotations de l'Etat

Côté dotations, cette année le gouvernement a décidé d'abonder l'enveloppe globale de DGF à hauteur de 320M€, et ce afin de financer les hausses de dotation de solidarité rurale (DSR) et dotation de solidarité urbaine (DSU) sans écrêter la dotation forfaitaire (DF) pour les communes et de la dotation d'intercommunalité (DI) pour les intercommunalités. Cela n'était pas arrivé depuis 13 ans.

Enfin, l'article 45 du PLF 2023 prévoit le remplacement du critère de longueur de voirie utilisé dans le cadre de la répartition des fractions péréquation et cible de la DSR par un indicateur de superficie, cette dernière étant pondérée par un coefficient de densité de population.

### Aides

L'article 14 de la loi de finances rectificative pour 2022 a mis en place un « filet de sécurité » à hauteur de 430 millions d'euros pour aider les collectivités face à la hausse du point d'indice, du coût de l'alimentation et de l'énergie.

Cette aide a été reconduite dans le Projet de Loi de Finances pour 2023 à hauteur de 1,5 milliards d'euros pour soutenir les collectivités face à la hausse des dépenses énergétiques.

S'ajoute au filet de sécurité défini par le PLF, un « amortisseur électricité » visant à garantir un prix raisonnable de l'électricité aux collectivités. Il protégera les plus impactées par les hausses des prix et s'appliquera au 1<sup>er</sup> janvier 2023, pour un an, à tous ceux qui n'ont pas accès aux tarifs réglementés de vente.

Enfin, pour accompagner les collectivités vers l'adaptation aux enjeux du changement climatique, un « fonds vert » sera mis en place et doté de 2 milliards d'euros. Les collectivités mettant en place des projets en faveur du climat et de la biodiversité pourront y prétendre.

### Mini-réforme des indicateurs

La réforme du calcul des indicateurs financiers utilisés dans la répartition de la DGF vise en premier lieu à tirer les conséquences de la réforme du panier de ressources des collectivités territoriales.

Ces évolutions, issues des travaux menés par le Comité des finances locales, visent à tenir compte du nouveau panier de ressources des collectivités (notamment l'attribution de la part départementale de taxe foncière aux



communes ; la perception par les EPCI et les départements d'une fraction de TVA et la création d'un prélèvement sur recettes compensant les pertes de recettes liées à la réforme de l'assiette des locaux industriels) et ainsi retranscrire le plus fidèlement possible le niveau de ressources des collectivités.

## Les règles de l'équilibre budgétaire

L'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que : " Le budget de la commune territoriale est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont *respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice*".

Autrement dit, pour qu'il y ait équilibre réel, chaque section doit être votée en équilibre comptable, c'est à dire avec un solde positif ou nul.

La section de fonctionnement doit obligatoirement avoir un solde positif ou nul. L'excédent constituera alors une recette d'investissement.

La section d'investissement doit aussi être votée à l'équilibre mais devra respecter une condition supplémentaire, le montant de remboursement du capital de la dette ne pourra pas être supérieur aux recettes d'investissement de la commune hors emprunt. Cela veut dire qu'une Collectivité ne pourra pas inscrire un emprunt pour compenser tout ou partie du remboursement du capital de sa dette sur un exercice.

Enfin, les budgets sont tenus par un principe de sincérité, c'est à dire qu'il n'est théoriquement pas possible de majorer ou minorer artificiellement une recette ou une dépense afin d'équilibrer le budget.

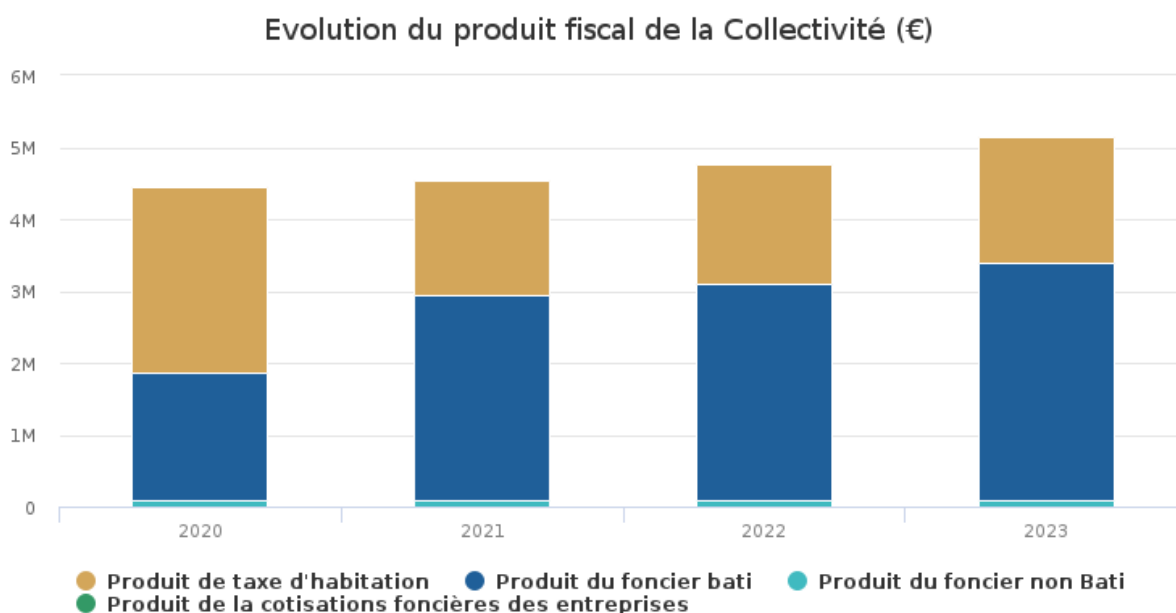
Le préfet contrôlera en priorité les éléments suivants :

- L'équilibre comptable entre les deux sections ;
- Le financement obligatoire de l'emprunt par des ressources définitives de la section d'investissement.

## 1. Les recettes de la commune

### 1.1 La fiscalité directe

Le graphique ci-dessous représente l'évolution des ressources fiscales de la commune.



Pour 2023 le produit fiscal de la commune est estimé à 5 147 886 € soit une évolution de 8,21 % par rapport à l'exercice 2022.

### Le Levier fiscal de la commune

Afin d'analyser les marges de manœuvre de la commune sur le plan fiscal, il s'agira tout d'abord d'évaluer la part des recettes fiscales modulables de la commune dans le total de ses recettes fiscales. L'objectif est ici de déterminer les marges de manœuvre disponibles cette année sur le budget et plus particulièrement sur la fiscalité locale. Une comparaison de la pression fiscale qu'exerce la commune sur ses administrés par rapport aux autres collectivités sur le plan national est enfin présentée.

### Part des impôts modulables dans le total des ressources fiscales de la commune

Année	2020	2021	2022	2023	2022-2023 %
Taxes foncières et habitation	4 476 825 €	4 577 291 €	4 757 323 €	5 147 886 €	8,21%
Reversement EPCI = AC	86 032 €	81 159 €	88 711 €	94 312 €	6,31%
Autres ressources fiscales	2 286 062 €	3 102 554 €	3 134 416 €	2 587 290 €	-17,46%
dont Marchés	134 368 €	155 562 €	187 015 €	185 000 €	-1,08%
dont Horodateurs	168 925 €	204 072 €	238 592 €	230 000 €	-3,60%
Dont Taxe sur électricité	259 685 €	293 003 €	313 666 €	326 213 €	4,00%
Donts Taxe de Séjour	299 473 €	390 789 €	402 352 €	400 000 €	-0,58%
Dont Droit de Mutation	1 348 884 €	1 991 615 €	1 889 146 €	1 300 000 €	-31,19%
<b>TOTAL IMPÔTS ET TAXES</b>	<b>6 848 919 €</b>	<b>7 761 003 €</b>	<b>7 980 450 €</b>	<b>7 829 488 €</b>	<b>-1,89%</b>

Il faut distinguer deux types de recettes fiscales. La fiscalité directe, Taxes foncières et habitation, des autres recettes fiscales que sont la Taxe de Séjour ou les Droits de mutation par exemple.

## Le potentiel fiscal de la commune

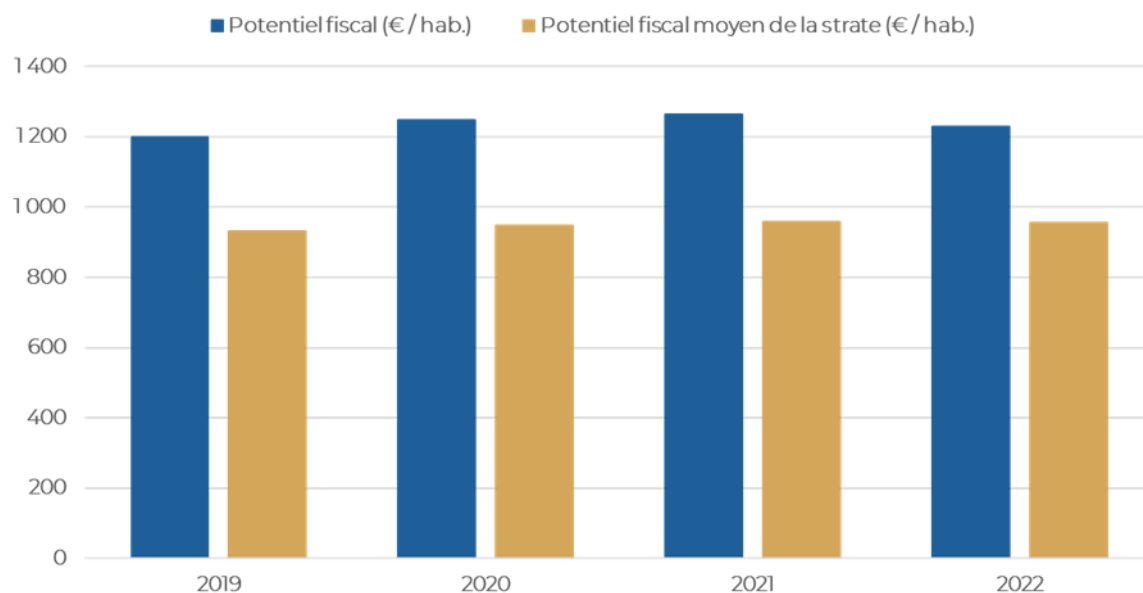
C'est un indicateur de la richesse fiscale de la commune. Le potentiel fiscal d'une commune est égal à la somme que produiraient les quatre taxes directes de cette collectivité si l'on appliquait aux bases communales de ces quatre taxes le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes.

Le potentiel fiscal de la commune est de 1 230.10 /hab. La moyenne du potentiel fiscal des communes en France est de 954.54 /hab en 2022.

Notre potentiel fiscal élevé est généré par des bases fiscales importantes, alors que nos taux de fiscalité restent inférieurs aux taux moyens nationaux.

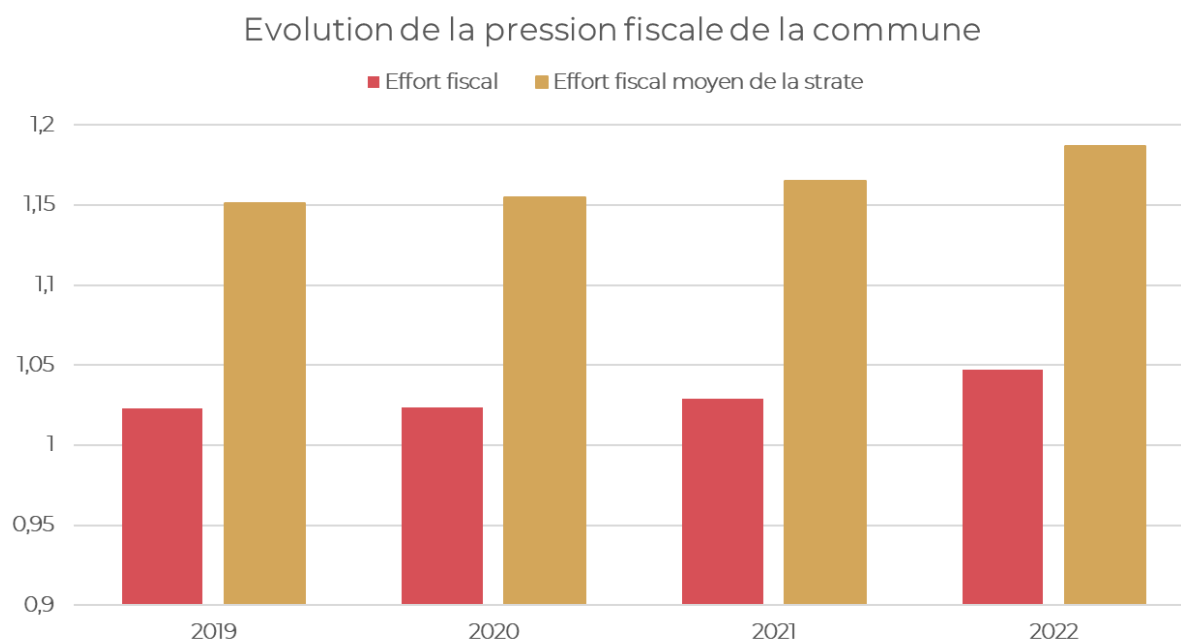
Année	2019	2020	2021	2022
Potentiel fiscal (€ / hab.)	1 201,20	1 249,34	1 265,07	1 230,10
Variation (%)	1,94%	4,01%	1,26%	-2,76%
Potentiel fiscal moyen de la strate (€ / hab.)	931,48	948,89	959,21	954,54
Variation (%)	1,33%	1,87%	1,09%	-0,49%

### Evolution du Potentiel Fiscal de la Commune



## L'effort fiscal de la commune

L'effort fiscal est un indicateur mesurant la pression fiscale que la commune exerce sur ses administrés.





## Evolution de la fiscalité directe

Année	2020	2021	2022	2023	2022-2023 %
Base FB – commune	14 944 802 €	15 289 101 €	15 808 930 €	16 789 084 €	6,2 %
Taux FB – commune	11,85 %	28,82 %	28,82 %	28,82 %	0 %
Coef correcteur	-	0.64913	0.64913	0.64913	-

<b>Produit FB</b>	<b>1 770 959 €</b>	<b>2 864 245 €</b>	<b>3 014 060 €</b>	<b>3 296 540 €</b>	<b>9,37 %</b>
-------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	---------------

Année	2020	2021	2022	2023	2022-2023 %
Base FNB	119 973 €	114 336 €	118 223 €	125 553 €	6,2 %

Taux FNB	72,5 %	72,5 %	72,5 %	72,5 %	0 %
----------	--------	--------	--------	--------	-----

<b>Produit FNB</b>	<b>86 980 €</b>	<b>82 894 €</b>	<b>85 712 €</b>	<b>91 026 €</b>	<b>6,2 %</b>
--------------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------	--------------

Année	2020	2021	2022	2023	2022-2023 %
Base TH	22 276 005 €	13 736 485 €	14 203 525 €	15 084 144 €	6,2 %

Taux TH	11,67 %	11,67 %	11,67 %	11,67 %	0 %
---------	---------	---------	---------	---------	-----

<b>Produit TH</b>	<b>2 599 610 €</b>	<b>1 603 048 €</b>	<b>1 657 551 €</b>	<b>1 760 320 €</b>	<b>6,2 %</b>
-------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------

Année	2020	2021	2022	2023	2022-2023 %
Produit TH	2 599 610 €	1 603 048 €	1 657 551 €	1 760 320 €	6,2 %

Produit TFB	1 770 959 €	2 864 245 €	3 014 060 €	3 296 540 €	9,37 %
-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	--------

Produit TFNB	86 980 €	82 894 €	82 894 €	85 712 €	6,2 %
--------------	----------	----------	----------	----------	-------

Produit CFE	0 €	0 €	0 €	0 €	- %
-------------	-----	-----	-----	-----	-----

Rôles complémentaires	19 276 €	27 104 €	0 €	0 €	0 %
-----------------------	----------	----------	-----	-----	-----

<b>TOTAL PRODUIT FISCALITE €</b>	<b>4 476 825 €</b>	<b>4 577 291 €</b>	<b>4 757 323 €</b>	<b>5 147 886 €</b>	<b>8,21 %</b>
----------------------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	---------------

Rôles complémentaires. Ces rôles peuvent être émis pour chacune des taxes principales et des taxes annexes assises sur les mêmes bases. Ils ont pour effet de mettre à la disposition des collectivités locales un supplément de recettes non prévu lors du vote annuel de leur budget et justifié par une augmentation de la matière imposable non comprise dans les rôles généraux.



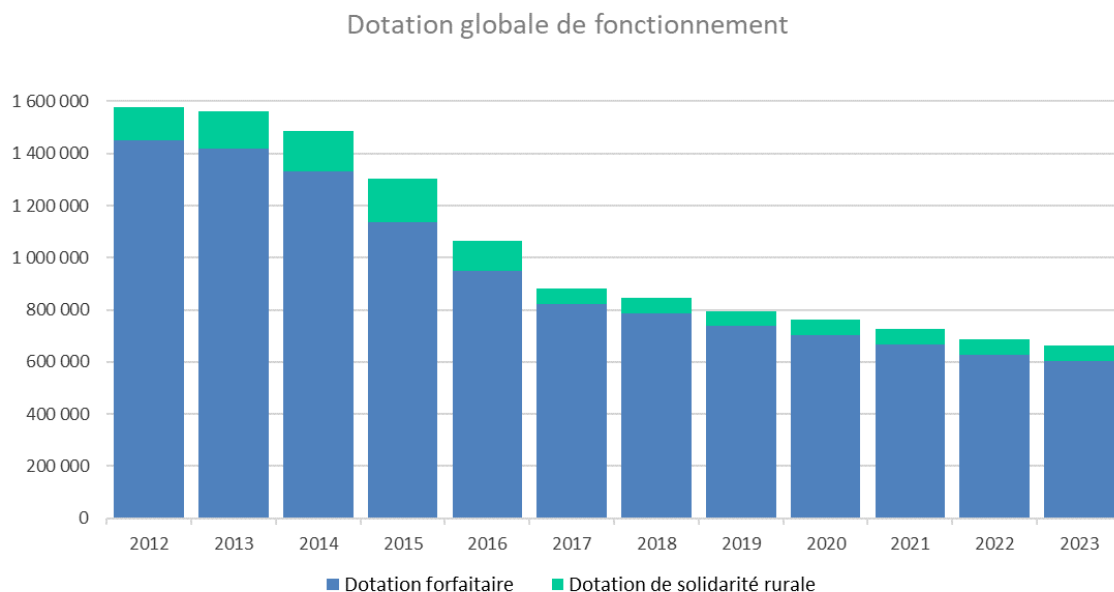
## 1.2 La dotation globale de fonctionnement et le Fonds de péréquation communal et intercommunal

Les recettes en dotations et participations de la commune s'élèveront à 662 998 € en 2023. La commune ne dispose d'aucune marge de manœuvre sur celles-ci.

La DGF de la commune est composée des éléments suivants :

- **La dotation forfaitaire (DF)** : elle correspond à une dotation de base à laquelle toutes les communes sont éligibles en fonction de leur population. L'écèlement appliqué afin de financer la péréquation verticale ainsi que la minoration imposée ces dernières années par la baisse globale de DGF du Gouvernement précédent ont considérablement réduit le montant de cette dotation et dans certains cas, fait disparaître cette dotation pour les communes.
- **La dotation de solidarité rurale (DSR)** : elle a pour objectif d'aider les communes rurales ayant des ressources fiscales insuffisamment élevées tout en tenant compte des problématiques du milieu rural (voirie, superficie...). Elle est composée de trois fractions, la fraction « bourg-centre », la fraction « péréquation » et la fraction « cible ».
- **La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)** : elle bénéficie aux communes urbaines de plus de 5 000 habitants dont les ressources sont insuffisantes par rapport aux charges auxquelles elles sont confrontées. Elle s'appuie sur des critères liés aux problématiques de la ville (quartiers prioritaires, logements sociaux...).
- **La dotation nationale de péréquation (DNP)** : elle a pour objectif de corriger les écarts de richesse fiscale entre communes, notamment au niveau de la fiscalité économique avec sa part majoration.

Le graphique ci-dessous représente l'évolution des composantes de la dotation globale de fonctionnement de la commune.





## Évolution des montants de Dotation Globale de Fonctionnement

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dotation forfaitaire	1 450 285	1 418 846	1 330 942	1 135 621	950 879	822 148	787 766
Dotation nationale de péréquation	0	0	0	0	0	0	0
Dotation de solidarité rurale	128 559	142 029	154 627	169 435	114 000	58 551	58 960
Dotation de solidarité urbaine	0	0	0	0	0	0	0
Reversement sur DGF	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total DGF</b>	<b>1 578 844</b>	<b>1 560 875</b>	<b>1 485 569</b>	<b>1 305 056</b>	<b>1 064 879</b>	<b>880 699</b>	<b>846 726</b>
en valeur n / n-1		-17 969	-75 306	-180 513	-240 177	-184 180	-33 973

Année	suite	2019	2020	2021	2022	2023	2022-2023 %	2012-2022 %
Dotation forfaitaire		736 589	704 456	666 695	627 550	602 936	-3,92%	-56,73%
Dotation nationale de péréquation		0	0	0	0	0		
Dotation de solidarité rurale		58 215	57 867	58 007	60 377	60 062	-0,52%	-53,04%
Dotation de solidarité urbaine		0	0	0	0	0		
Reversement sur DGF		0	0	0	0	0		
<b>Total DGF</b>		<b>794 804</b>	<b>762 323</b>	<b>724 702</b>	<b>687 927</b>	<b>662 998</b>	<b>-3,62%</b>	<b>-56,43%</b>
en valeur n / n-1		-51 922	-32 481	-37 621	-36 775	-24 929	-24 929	-890 917

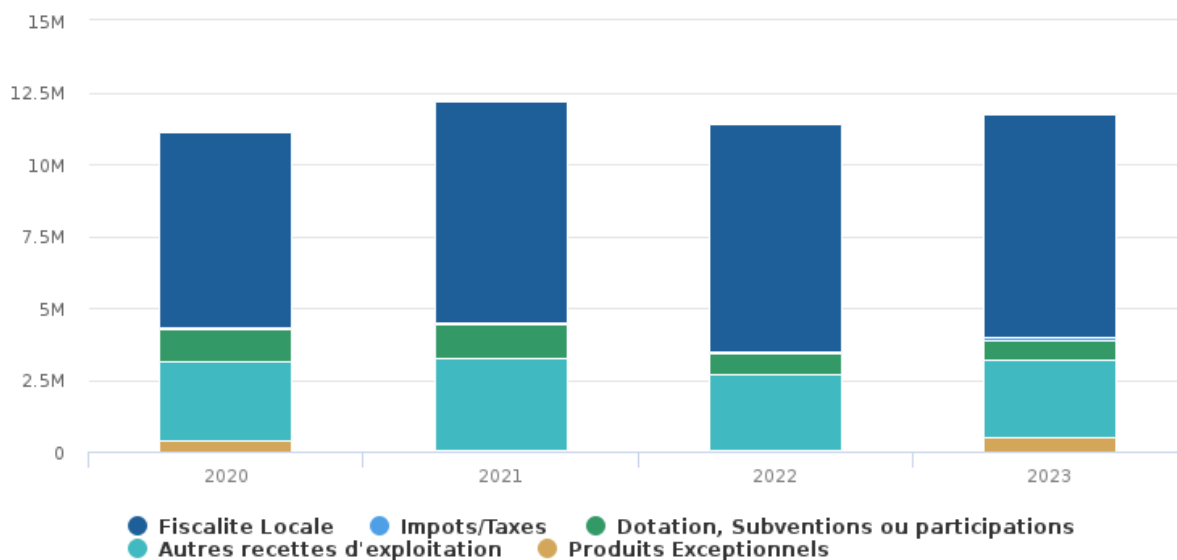
### Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

Créé en 2012, le FPIC a pour objectif de réduire les écarts de richesse fiscale au sein du bloc communal. Le FPIC permet une péréquation horizontale à l'échelon communal et intercommunal en utilisant comme échelon de référence l'ensemble intercommunal. Un ensemble intercommunal peut être à la fois contributeur et bénéficiaire du FPIC. Ce fonds a connu une montée en puissance puis a été stabilisé à un milliard d'euros depuis 2016. Une fois le montant le prélèvement ou de reversement déterminé pour l'ensemble intercommunal, celui-ci est ensuite réparti entre l'EPCI en fonction du coefficient d'intégration fiscal (CIF) et entre les communes en fonction de leur population et de leur richesse fiscale.

Année	2020	2021	2022	2023	2022-2023 %
Contribution FPIC	0 €	0 €	0 €	0 €	0 %
Attribution FPIC	0 €	0 €	0 €	0 €	0 %
<b>Solde FPIC</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 %</b>

## 1.3 Synthèse des recettes réelles de fonctionnement et projection jusqu'en 2023

## Synthèse des Recettes Réelles de Fonctionnement

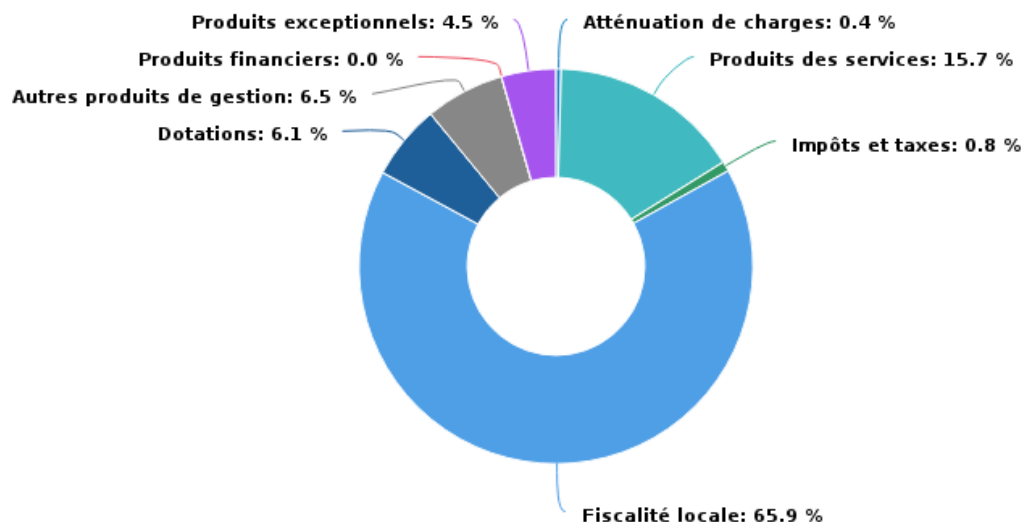


Année	2020	2021	2022	2023	2022-2023 %
Impôts / taxes	6 848 919 €	7 761 003 €	7 980 450 €	7 829 488 €	-1,89 %
Dotations, Subventions ou participations	1 140 382 €	1 140 333 €	734 471 €	720 876 €	-1,85 %
Autres Recettes d'exploitation	2 720 214 €	3 219 528 €	2 644 606 €	2 659 122 €	0,55 %
Produits Exceptionnels	398 945 €	61 515 €	42 225 €	523 000 €	1 138,6 %
<b>Total Recettes de fonctionnement</b>	<b>11 108 460 €</b>	<b>12 182 379 €</b>	<b>11 401 752 €</b>	<b>11 732 486 €</b>	<b>2,9 %</b>
Évolution en %	-16,75 %	9,67 %	-6,41 %	2,9 %	-

#### 1.4 La structure des Recettes Réelles de Fonctionnement

En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2023, les recettes réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 11 732 486 €, soit 3 365,6 € / hab. ce ratio est supérieur à celui de 2022 (3 197,35 € / hab)

##### Structure des recettes réelles de fonctionnement



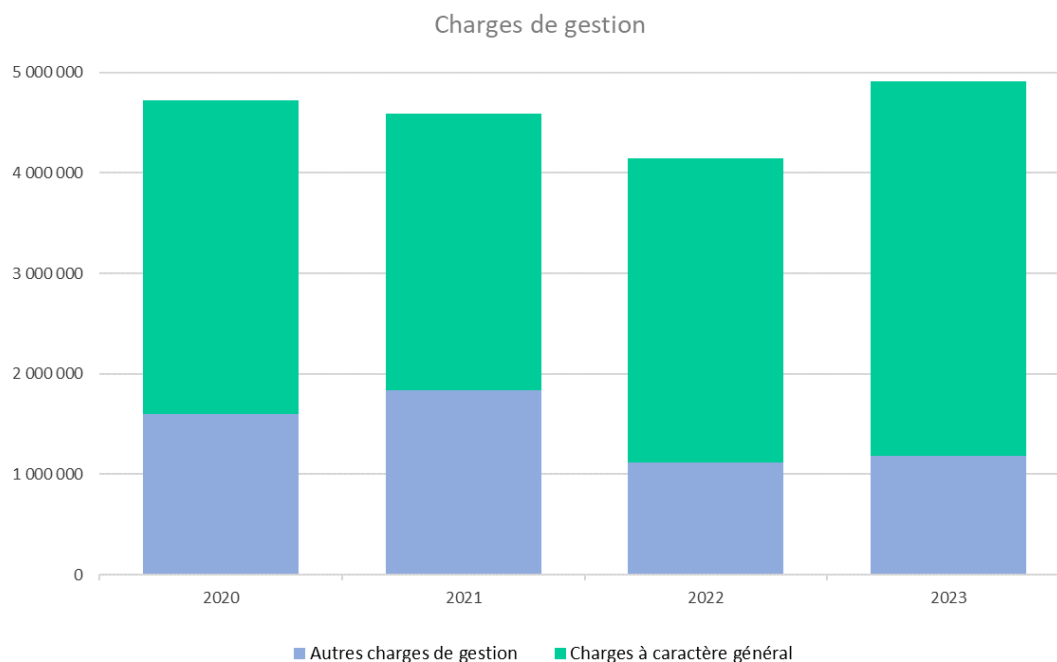
Ces dernières se décomposeraient de la manière suivante :

- A 66,73 % de la fiscalité directe ;
- A 6,14 % des dotations et participations ;
- A 15,73 % des produits des services, du domaine et des ventes ;
- A 6,51 % des autres produits de gestion courante ;
- A 0,43 % des atténuations de charges;
- A 0 % des produits financiers ;
- A 4,46 % des produits exceptionnels ;
- A 0 % des produits exceptionnels.

## 2. Les dépenses réelles de fonctionnement

### 2.1 Les charges à caractère général et les autres charges de gestion courante

La graphique ci-dessous présente l'évolution des charges de gestion de la commune avec une projection jusqu'en 2023. En 2022, ces charges de gestion représentaient 40,73 % du total des dépenses réelles de fonctionnement.

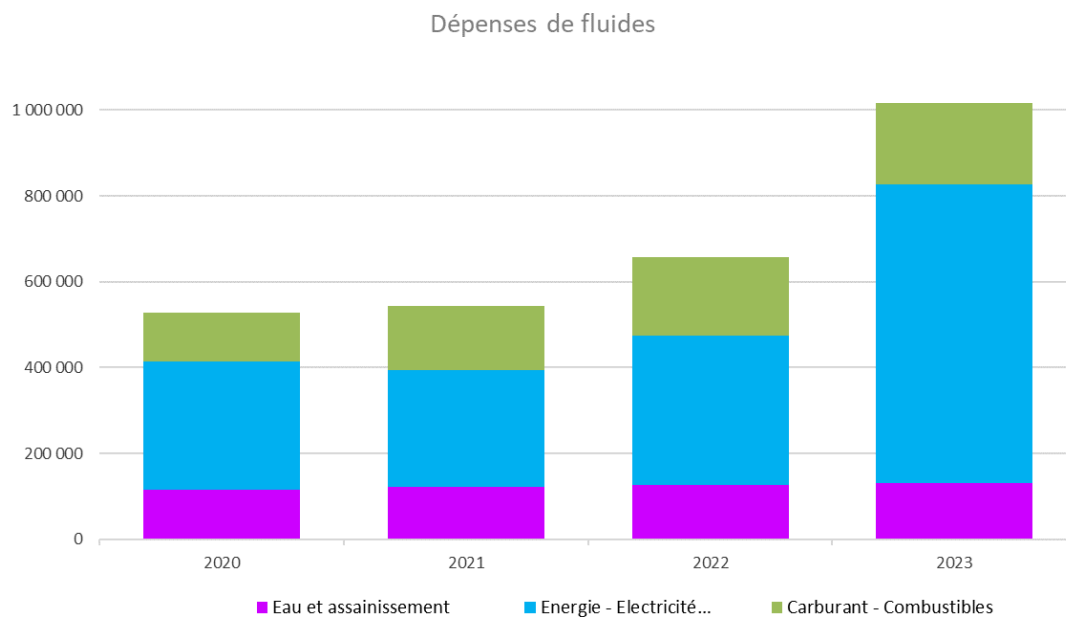


Les charges de gestion, en fonction de budget 2023, évolueraient de 18,48 % entre 2022 et 2023.

Année	2020	2021	2022	2023	2022-2023 %
Charges à caractère général	3 127 501	2 754 059	3 034 967	3 729 605	22,89%
Autres charges de gestion	1 599 613	1 835 805	1 113 738	1 185 635	6,46%
<b>Total dépenses de gestion</b>	<b>4 727 114</b>	<b>4 589 864</b>	<b>4 148 705</b>	<b>4 915 240</b>	<b>18,48%</b>
<i>Evolution en %</i>	15,78%	-2,90%	-9,61%	18,48%	

## 2.1.2 Les dépenses de fluides

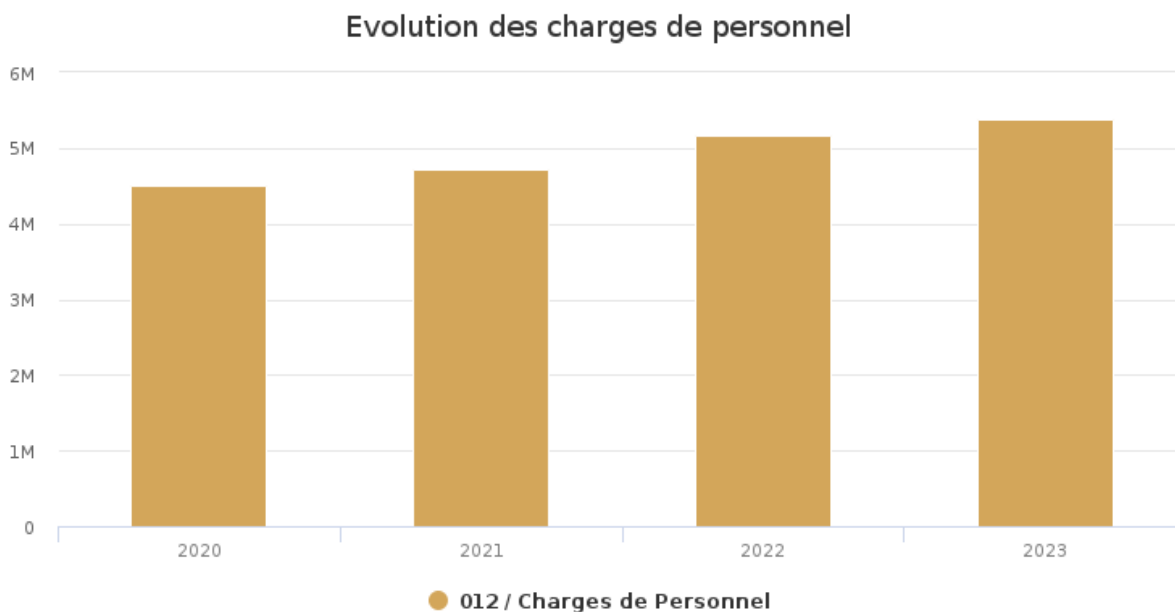
Le graphique ci-dessous présente les évolutions des dépenses de fluides de 2020 à 2023.



Année	2020	2021	2022	2023	2022-2023 %
Eau et assainissement	114 920	122 879	126 013	130 171	3,30%
Energie - Electricité Chauffage urbain	300 233	270 780	348 177	696 354	100,00%
Carburant - Combustibles	112 808	151 116	183 554	190 896	4,00%
<b>Total dépenses de fluides</b>	<b>527 961</b>	<b>544 775</b>	<b>657 744</b>	<b>1 017 421</b>	<b>54,68%</b>
<i>Evolution en %</i>	-5,07%	3,18%	20,74%	54,68%	

## 2.2 Les charges de personnel

Le graphique ci-dessous présente les évolutions des dépenses de personnel de 2020 à 2023.



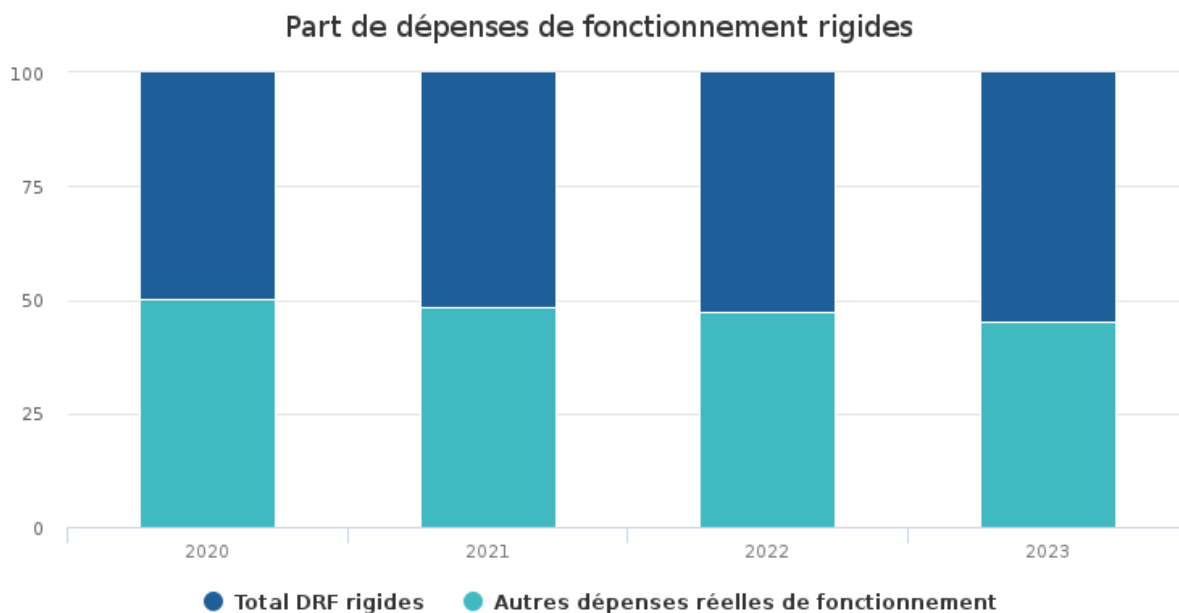
Année	2020	2021	2022	2023	2022-2023 %
Rémunération titulaires	2 254 739 €	2 328 911 €	2 476 894 €	2 588 850 €	4,52 %
Rémunération non titulaires	874 027 €	957 959 €	1 124 255 €	1 175 071 €	4,52 %
Autres Dépenses	1 386 445 €	1 440 654 €	1 568 484 €	1 627 361 €	3,75 %
<b>Total dépenses de personnel</b>	<b>4 515 211 €</b>	<b>4 727 524 €</b>	<b>5 169 633 €</b>	<b>5 391 282 €</b>	<b>4,29 %</b>
Évolution en %	-0,31 %	4,7 %	-	-	-



### 2.3 La part des dépenses de fonctionnement rigides de la commune

Les dépenses de fonctionnement rigides sont composées des atténuations de produits, des dépenses de personnel et des charges financières. Elles sont considérées comme rigides car la commune ne peut aisément les optimiser en cas de besoin. Elles dépendent en effet pour la plupart d'engagements contractuels passés par la commune et difficiles à retravailler.

Ainsi, des dépenses de fonctionnement rigides importantes ne sont pas forcément un problème dès lors que les finances de la commune sont saines mais peuvent le devenir rapidement en cas de dégradation de la situation financière de la commune car des marges de manœuvre seraient plus difficile à rapidement dégager.



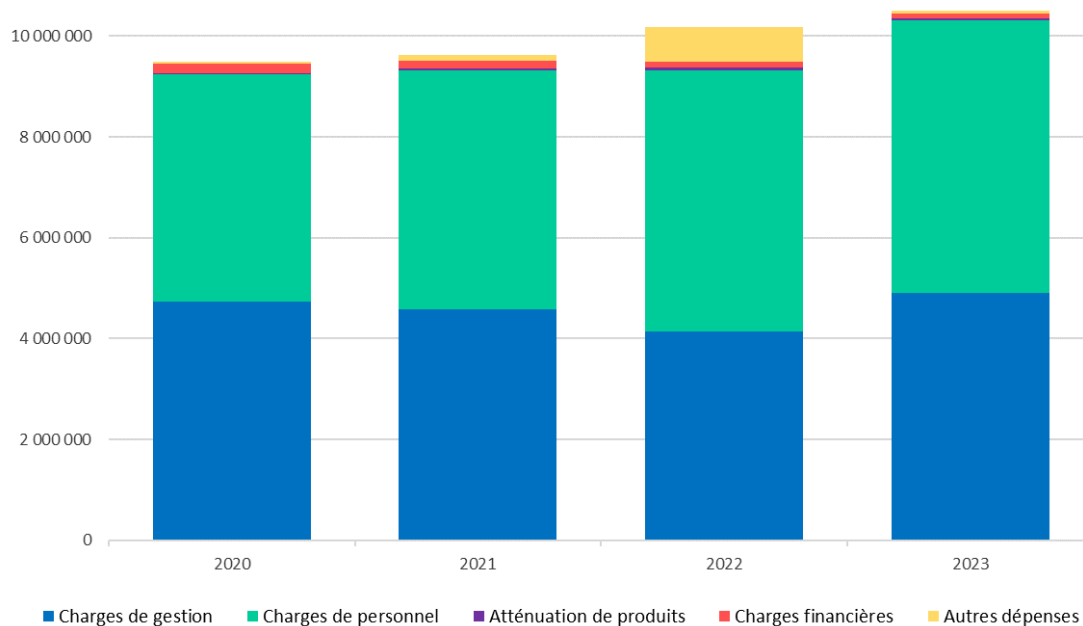
Année	2020	2021	2022	2023
Dépenses réelles de fonctionnement rigides	49,76%	51,26%	52,41%	54,4%
Autres dépenses réelles de fonctionnement	49,84%	48,04%	46,99%	45,06%

## 2.4 Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement

Il est ici proposé par la commune de faire évoluer les dépenses réelles de fonctionnement pour 2023 de +3,17 % par rapport à 2022.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution de chaque poste de dépense de la commune sur la période 2020 - 2023.

Synthèse des Dépenses Réelles de Fonctionnement

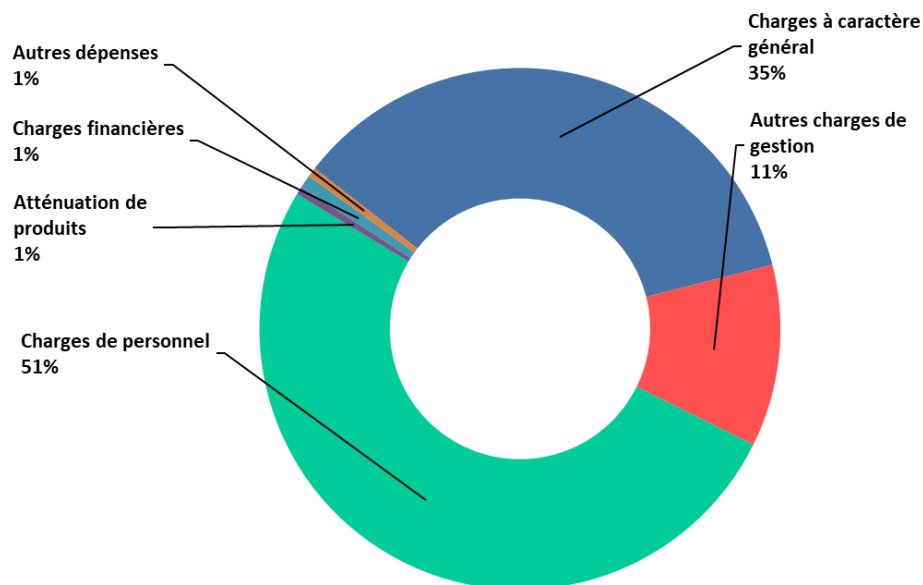


Année	2020	2021	2022	2023	2022-2023 %
Charges de gestion	4 727 114	4 589 864	4 148 705	4 915 240	18,48%
Charges de personnel	4 515 211	4 727 524	5 169 633	5 391 282	4,29%
Atténuation de produits	19 434	44 247	65 205	54 247	-16,81%
Charges financières	187 735	158 715	102 727	85 935	-16,35%
Autres dépenses	40 338	98 256	698 715	61 484	-91,20%
<b>Total dépenses de fonctionnement</b>	<b>9 489 832</b>	<b>9 618 606</b>	<b>10 184 985</b>	<b>10 508 188</b>	<b>3,17%</b>
<i>Evolution en %</i>	<i>6,56%</i>	<i>1,36%</i>	<i>5,89%</i>	<i>3,17%</i>	

## 2.5 La Structure des Dépenses de Fonctionnement

En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2023, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 10 508 188 €.

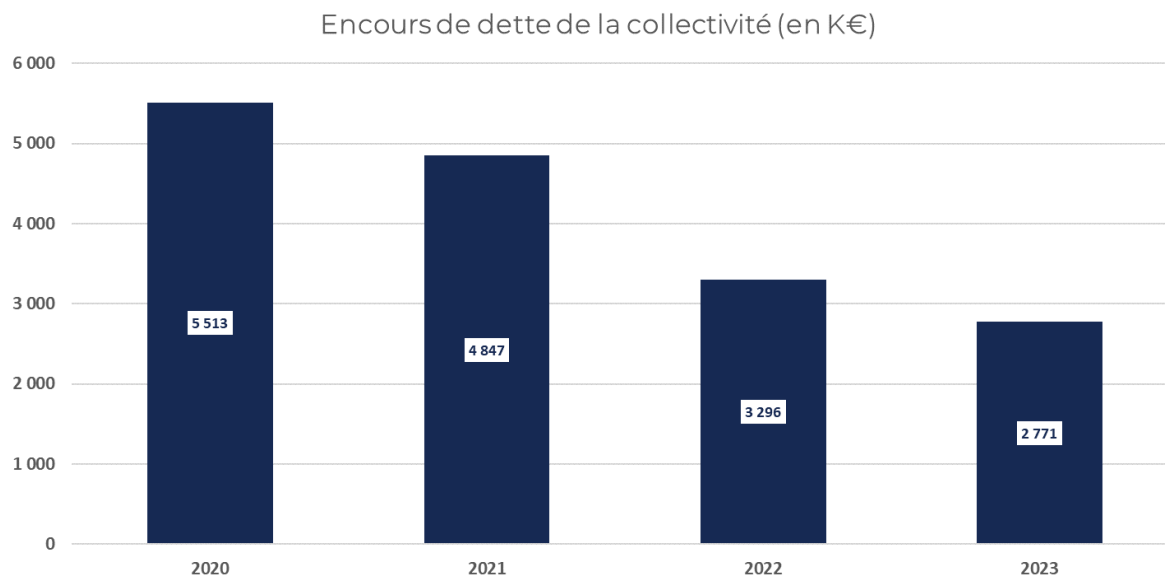
Structure des dépenses réelles de fonctionnement



### 3. L'endettement de la commune

#### 3.1 L'évolution de l'encours de dette

Pour l'exercice 2023, elle disposera d'un encours de dette de 2 771 019 €.



Les charges financières représenteront 0,85 % des Dépenses réelles de fonctionnement en 2023.

Année	2020	2021	2022	2023	2022-2023 %
Emprunt contracté	0	0	0	0	
Intérêt de la dette	202 909	179 188	115 768	97 132	-16,10%
Capital remboursé	651 300	670 369	511 230	525 213	2,74%
<b>Annuité</b>	<b>854 209</b>	<b>849 556</b>	<b>626 998</b>	<b>622 345</b>	<b>-0,74%</b>
Encours de la dette	5 516 919	4 846 551	3 296 232	2 771 019	-15,93%

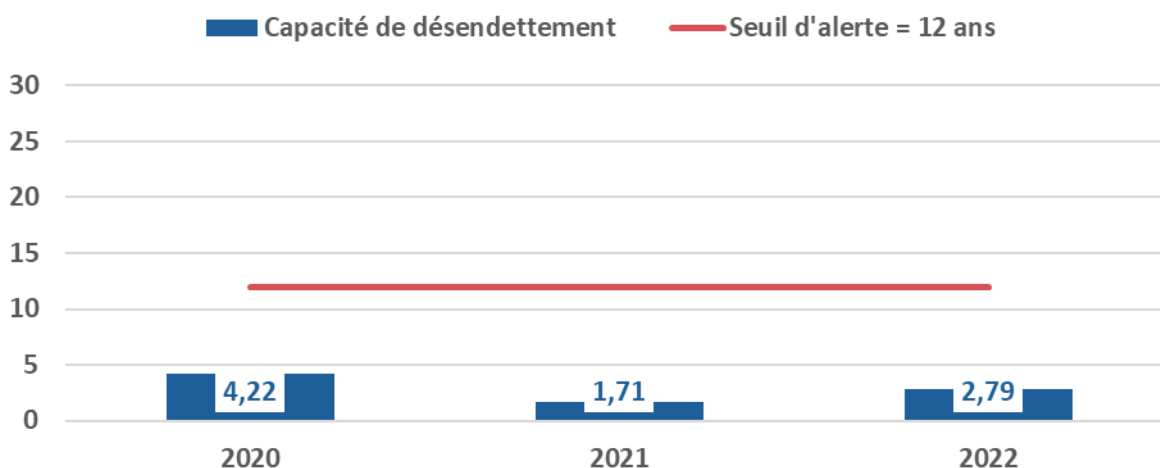
### 3.2 La solvabilité de la commune

La capacité de désendettement constitue le rapport entre l'encours de dette de la commune et son épargne brute. Elle représente le nombre d'années que mettrait la commune à rembourser sa dette si elle consacrait l'intégralité de son épargne dégagée sur sa section de fonctionnement à cet effet.

Un seuil d'alerte est fixé à 12 ans, durée de vie moyenne d'un investissement avant que celui-ci ne nécessite des travaux de réhabilitation. Si la capacité de désendettement de la commune est supérieure à ce seuil, cela veut dire qu'elle devrait de nouveau emprunter pour réhabiliter un équipement sur lequel elle n'a toujours pas fini de rembourser sa dette. Un cercle négatif se formerait alors et porterait sérieusement atteinte à la solvabilité financière de la commune, notamment au niveau des établissements de crédit.

Pour information, la capacité de désendettement moyenne d'une commune française se situerait aux alentours de 5,5 années en 2021 (DGCL – Données DGFIP).

#### Capacité de désendettement de la collectivité (en années)



## 4. Les investissements de la commune

### 4.1 Les épargnes de la commune

Le tableau ci-dessous retrace les évolutions de l'épargne brute et de l'épargne nette de la commune

Avec les indicateurs permettant de les calculer. Pour rappel :

**L'épargne brute**, elle correspond à l'excédent de la section de fonctionnement sur un exercice, c'est-à-dire la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle sert ainsi à financer :

- Le remboursement du capital de la dette de l'exercice (inscrit au compte 1641 des dépenses d'investissement) ;
- L'autofinancement des investissements ;

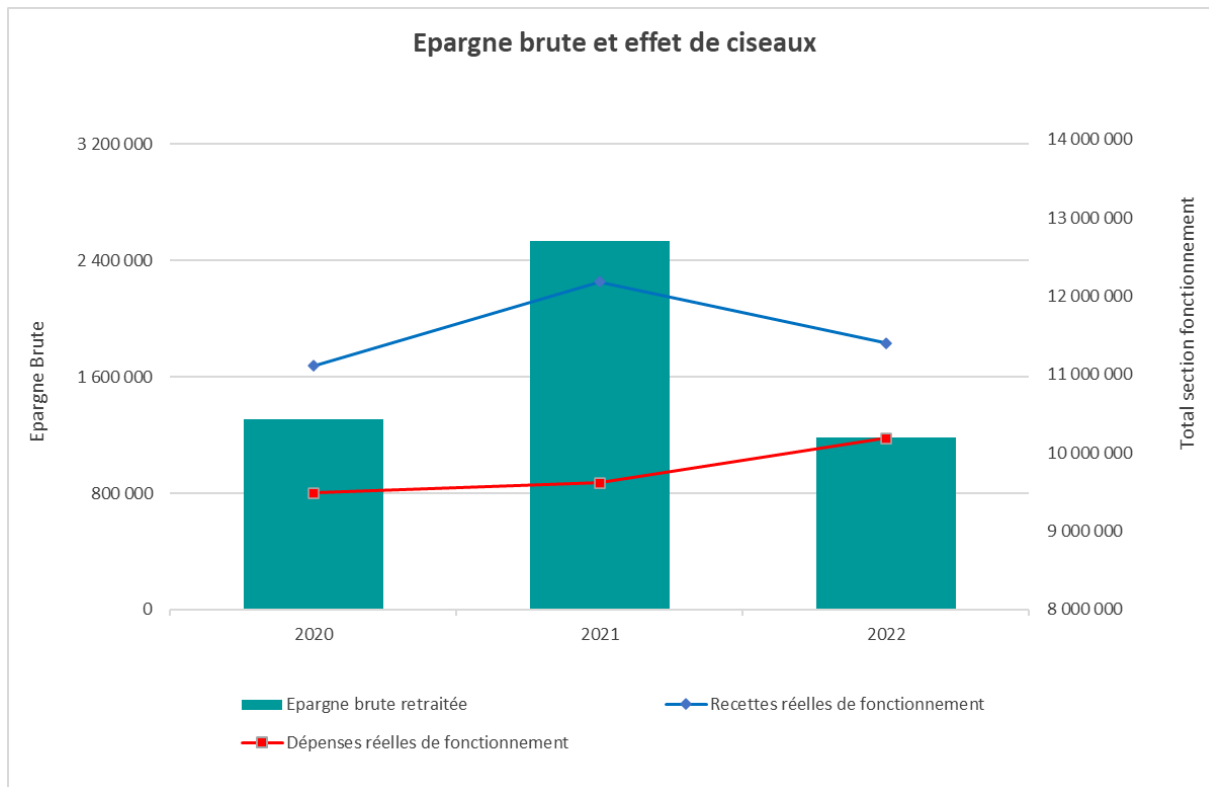
A noter qu'une Collectivité est en déséquilibre budgétaire au sens de l'article L.1612-4 du CGCT si son montant d'épargne brute dégagé sur un exercice ne lui permet pas de rembourser son capital de la dette sur ce même exercice.

**L'épargne nette ou capacité d'autofinancement** représente le montant d'autofinancement réel de la commune sur un exercice. Celle-ci est composée de l'excédent de la section de fonctionnement (ou épargne brute) duquel a été retraité le montant des emprunts souscrits par la commune sur l'exercice.

Année	2020	2021	2022	2021-2022 %
Recettes réelles de fonctionnement (€)	11 108 460	12 182 379	11 401 752	-6,41%
<i>Dont produits de cession</i>	<i>313 000</i>	<i>34 220</i>	<i>35 800</i>	
Dépenses réelles de fonctionnement (€)	9 489 829	9 618 606	10 184 985	5,89%
<i>Dont dépenses exceptionnelles</i>	<i>2 723</i>	<i>30 690</i>	<i>637 364</i>	
<b>Epargne Brute (€)</b>	<b>1 305 631</b>	<b>2 529 553</b>	<b>1 180 967</b>	<b>-53,31%</b>
<b>Taux d'épargne brute (%)</b>	<b>11,75%</b>	<b>20,76%</b>	<b>10,36%</b>	<b>-50,12%</b>
Amortissement du capital de la dette	651 300	670 369	511 230	-23,74%
<b>Epargne Nette (€)</b>	<b>654 331</b>	<b>1 859 184</b>	<b>669 737</b>	<b>-63,98%</b>
Encours (€)	5 516 919	4 846 551	3 296 232	-31,99%
<b>Capacité de désendettement</b>	<b>4,23</b>	<b>1,92</b>	<b>2,79</b>	<b>45,68%</b>

Le montant d'épargne brute de la commune est égal à la différence entre l'axe bleu et l'axe rouge (avec application des retraitements comptables). Si les dépenses réelles de fonctionnement progressent plus rapidement que les recettes réelles de fonctionnement, un effet de ciseau se crée, ce qui a pour conséquence d'endommager l'épargne brute dégagée par la commune et de possiblement dégrader sa situation financière.

Les recettes réelles et dépenses réelles de fonctionnement présentées sur le graphique correspondent au recettes et dépenses totales. L'épargne brute est retraitée des dépenses et recettes non récurrentes.



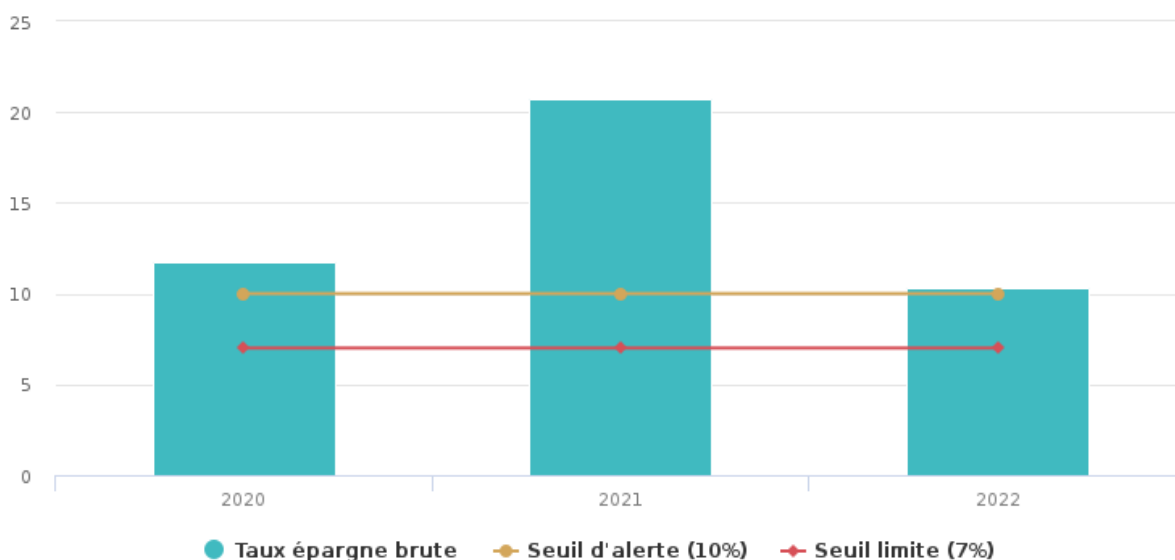
Le taux d'épargne brute correspond au rapport entre l'épargne brute (hors produits et charges exceptionnels) et les recettes réelles de fonctionnement de la commune. Il permet de mesurer le pourcentage de ces recettes qui pourront être alloués à la section d'investissement afin de rembourser le capital de la dette et autofinancer les investissements de l'année en cours.

Deux seuils d'alerte sont ici présentés. Le premier, à 10% correspond à un premier avertissement, la commune en dessous de ce seuil n'est plus à l'abri d'une chute sensible ou perte totale d'épargne.

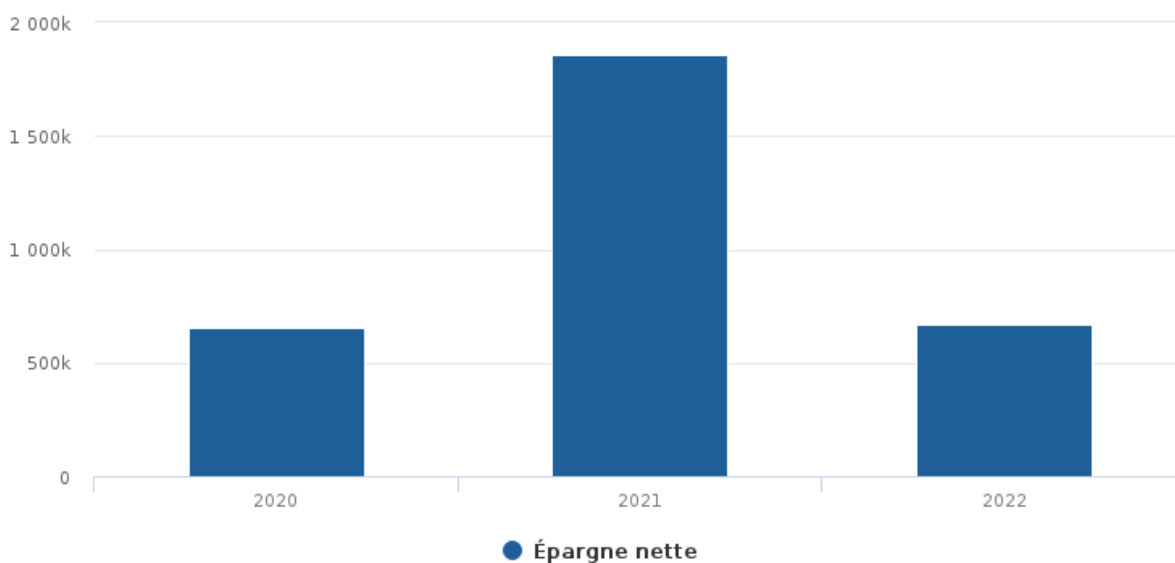
Le second seuil d'alerte (7% des RRF) représente un seuil limite. En dessous de ce seuil, la commune ne dégage pas suffisamment d'épargne pour rembourser sa dette, investir et également pouvoir emprunter si elle le souhaite.

Pour information, le taux moyen d'épargne brute des communes française se situe aux alentours de 14% en 2021 (DGCL – Données DGFIP).

### Taux d'épargne brute de la collectivité et seuils d'alerte



### Épargne nette





## 4.2 Les dépenses d'équipement

Le tableau ci-dessous présente le programme d'investissement 2022 additionné à d'autres projets à horizon 2023, afin d'avoir un aperçu des perspectives d'investissement.

Année	2022	2023
Immobilisations incorporelles	46 322 €	113 000 €
Immobilisations corporelles	1 722 238 €	1 738 980 €
Immobilisations en cours	1 393 094 €	4 756 328 €
Subvention d'équipement versées	249 107 €	803 466 €
Immobilisations reçues en affectation	0 €	0 €
<b>Total dépenses d'équipement</b>	<b>3 410 761 €</b>	<b>7 411 774 €</b>

### 4.3 Les besoins de financement pour l'année 2023

Le tableau ci-dessous représente les modes de financement des dépenses d'investissement de la commune ces dernières années avec une projection jusqu'en 2023.

La ligne solde du tableau correspond à la différence entre le total des recettes et le total des dépenses d'investissement de la commune (Restes à réaliser et report n-1 compris). Les restes à réaliser ne sont disponibles que pour l'année de préparation budgétaire, les années en rétrospective correspondent aux comptes administratifs de la commune.

Année	2020	2021	2022	2023
Dépenses réelles (hors dette)	1 499 134	1 934 818	4 207 773	7 411 774
Remboursement de la dette	651 300	670 369	511 230	525 212
Dépenses d'ordre	1 030 847	1 013 563	1 027 860	1 032 090
Restes à réaliser				
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>3 181 280</b>	<b>3 618 749</b>	<b>5 746 863</b>	<b>8 969 076</b>

Année	2020	2021	2022	2023
Subvention d'investissement	256 315	398 708	161 269	664 847
FCTVA	261 053	180 395	234 753	417 335
Autres ressources	539 029	568 927	374 894	250 000
Recettes d'ordre	2 078 047	1 854 934	1 698 185	1 721 090
Emprunt	0	0	0	0
Autofinancement	1 305 000	545 000	1 210 000	2 210 000
Restes à réaliser				

<b>Recettes d'investissement</b>	<b>4 439 444</b>	<b>3 547 963</b>	<b>3 679 101</b>	<b>5 263 272</b>
<b>Résultat n-1 Invest.</b>	<b>1 688 316</b>	<b>2 822 978</b>	<b>2 547 424</b>	<b>480 125</b>
<b>Solde</b>	<b>2 946 479</b>	<b>2 752 192</b>	<b>479 663</b>	<b>-3 225 679</b>

<b>Résultat n-1 Fonct.</b>				<b>3 854 652</b>
<b>Solde</b>	<b>2 685 426</b>	<b>2 571 797</b>	<b>244 909</b>	<b>211 638</b>



## 5. Les ratios de la commune

L'article R 2313-1 du CGCT énonce onze ratios synthétiques que doivent présenter les communes de plus de 3 500 habitants dans leur débat d'orientation budgétaire, le tableau ci-dessous présente l'évolution de ces onze ratios de 2020 à 2023.

Ratios / Année	2020	2021	2022	2023
1 - DRF € / hab.	2 585,79	2 714,05	2 856,14	2 917,07
2 - Fiscalité directe € / hab.	635,37	650,28	662,58	716,98
3 - RRF € / hab.	3 026,83	3 437,47	3 197,35	3 365,6
4 - Dép d'équipement € / hab.	467,44	686,75	1026,32	2356,64
5 - Dette / hab.	846,81	763,15	615,08	478,53
6 DGF / hab	108,19	102,96	97,80	92,34
7 - Dép de personnel / DRF	47,58 %	49,15 %	50,76 %	53,02 %
8 - CMPF	102.36 %	102.92 %	104.7 %	104.7 %
9 - DRF+ Capital de la dette / RRF	91,29 %	84,46 %	93,81 %	91,15 %
10 - Dép d'équipement / RRF	15,44 %	19,98 %	32,1 %	70,02 %
11 - Encours de la dette /RRF	27,98 %	22,2 %	23,72 %	23,05 %

- *DRF = Dépenses réelles de Fonctionnement*
- *RRF = Recettes réelles de Fonctionnement*
- *POP DGF = Population INSEE + Résidences secondaires + Places de caravanes*
- *CMPF = Le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal correspond à la pression fiscale exercée par la commune sur ses contribuables. C'est le rapport entre le produit fiscal effectif et le produit fiscal théorique.*
- *CMPF élargi = la CMPF est élargi au produit de fiscalité directe encaissée sur le territoire communal, c'est-à-dire « commune + groupement à fiscalité propre ».*

Attention, dans le cadre de la comparaison des ratios avec les différentes strates. Cela ne reflète pas forcément la réalité du territoire avec les différences de situation au niveau du territoire national. De plus, le nombre d'habitant de la commune peut se situer sur la limite haute ou basse d'une strate.

Commune en France	R1 €/ h	R2 €/ h	R2 bis €/ h	R3 €/ h	R4 €/ h	R5 €/ h	R6 €/ h	%	%	%	%
Moins de 100 hab.	896	329	356	1243	493	643	263	24	81	40	52
100 à 200 hab.	670	296	316	911	334	591	203	29	84	37	65
200 à 500 hab.	588	312	334	770	269	546	163	36	87	35	71
500 à 2 000 hab.	615	352	421	787	260	611	154	45	88	33	78
2 000 à 3 500 hab.	708	420	533	900	283	698	152	51	87	31	78
3 500 à 5 000 hab.	820	477	621	1023	294	741	153	54	88	29	72
5 000 à 10 000 hab.	918	526	697	1124	288	821	154	58	89	26	73
10 000 à 20 000 hab.	1071	596	806	1272	292	862	173	61	91	23	68
20 000 à 50 000 hab.	1212	670	887	1405	301	1018	202	62	93	21	72
50 000 à 100 000 hab.	1319	708	957	1526	321	1367	206	62	95	21	90
100 000 hab. ou plus hors Paris	1151	675	795	1321	222	1082	212	59	95	17	82

## Moyennes nationales des principaux ratios financier par strates

Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/population : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72) sont soustraites aux DRF.

Ratio 2 = Produit des impositions directes/population (recettes hors fiscalité reversée). Ratio 2 bis = Produit des impositions directes/population. En plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/population : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la commune, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

Ratio 4 = Dépenses brutes d'équipement/population : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (455 en M14).

Ratio 5 = Dette/population : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

Ratio 6 = DGF/population : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la commune.

Ratio 7 = Dépenses de personnel/DRF : mesure la charge de personnel de la commune ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la commune.

Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF : capacité de la commune à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

Ratio 10 = Dépenses brutes d'équipement/RRF = taux d'équipement : effort d'équipement de la commune au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie, ainsi que celles pour compte de tiers sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.

Ratio 11 = Dette/RRF = taux d'endettement : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

(Source [www.collectivites-locales.gouv](http://www.collectivites-locales.gouv), données 2020)

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 20 janvier 2023

**Délibération n°230120-003 : Présentation du choix des candidats pour la gestion du service public balnéaire de la Commune de Soorts-Hossegor**

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 25**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants,

**VU** le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L. 1120-1 et suivants et L. 3100-1 et suivants,

**VU** la délibération n° 220708-005 en date du 8 juillet 2022 par laquelle le conseil municipal s'est prononcé sur la définition de mission de service public et de la mise en place d'un cadre juridiquement adapté aux activités de plages. Il s'est prononcé sur le principe d'une délégation de service public pour la gestion du service public balnéaire pour une durée de :

- un an et onze mois pour la tranche ferme avec une prise d'effet au 1er février 2023 et un terme fixé au 31 décembre 2024 ;
- et 2 ans pour la tranche optionnelle avec une prise d'effet au 1er janvier 2025 et un terme fixé au 31 décembre 2026.

**VU** la consultation qui s'est déroulée comme suit : le dossier de consultation a été mis en ligne sur la plateforme « Landespublic » le 2 septembre 2022.

L'avis de publicité a été mis en ligne sur le site internet de la Commune le 2 septembre 2022, sur les sites Marchés Online et LSA.fr le 6 septembre 2022, publié au JOUE le 7 septembre 2022, sur le BOAMP le 7 septembre 2022, sur le Sud-Ouest le 8 septembre et le 9 septembre 2022.

**Vu** le registre des dépôts clos le 28 octobre 2022 à 14h00 comportant les candidatures et les offres suivantes :

<b>Lots et Localisations</b>	<b>Dossiers de candidatures déposés</b>
<b>Lot n°1 : Ecole de surf plage des naturistes nord</b>	○ <b>Didier PITER</b>
<b>Lot n° 2 : Ecole de surf plage des naturistes sud</b>	○ <b>Damien MARLY et Julie POLLET</b>
<b>Lot n°3 : Restauration sur place ou à emporter plage des naturistes</b>	○ <b>Thomas HONEY</b> ○ <b>Etienne et Pierre-Hugo DUCOM</b> ○ <b>Chayenne JACOBS et Arthur BUCHARD</b> ○ <b>Jérôme BRAS</b>
<b>Lot n°4 : Ecole de surf plage du boiteux nord</b>	○ <b>Vincent DELMARES</b> ○ <b>Johan PONCET</b>
<b>Lot n°5 : Ecole de surf plage du boiteux sud</b>	○ <b>Johan PONCET</b>
<b>Lot n°6 : Restauration sur place ou à emporter plage de La Gravière</b>	○ <b>Thomas HONEY</b> ○ <b>Etienne et Pierre-Hugo DUCOM</b> ○ <b>Emmanuel MAGNIEN</b>
<b>Lot n°7 : Ecole de surf plage de la Gravière</b>	○ <b>Arnaud DARRIGADE</b> ○ <b>Darrigood Surf School</b>
<b>Lot n°8 : Location de Transat plage Centrale</b>	○ <b>Baptiste BATY</b>
<b>Lot n°9 : Snack sur place ou à emporter plage Sud</b>	○ <b>Florence BRUMENT</b>
<b>Lot n°10 : Club de plage à la plage Sud</b>	○ <b>Thierry KRAWIEC et David DUBES</b>

**VU** le rapport de la Commission de délégation de service public réunie le 7 novembre 2022 pendant laquelle ont été, effectuée l'analyse des candidatures, dressée la liste des candidats admis à présenter une offre, et ouvertes les offres.

**VU** le rapport de la Commission de délégation de service public réunie le 23 novembre 2022 analysant les offres,

**VU** le rapport de Monsieur le Maire établi en application des dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, transmis aux élus le 3 janvier 2023

**VU** les projets de contrats de concessions portant délégation de service public et ses annexes,

**CONSIDÉRANT** qu'il revient à l'assemblée délibérante de se prononcer sur le choix des délégataires et d'approuver les contrats de délégation de service public et ses annexes,

**CONSIDÉRANT** qu'au terme des négociations, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de retenir les offres des candidats suivants :

Au regard des critères d'analyse définis par le règlement de la consultation, et rappelés ci-avant, il est proposé de retenir les offres des candidats suivante :

Lots et Localisations	Candidatures retenues
Lot n°1 : Ecole de surf plage des naturistes nord	Didier PITER
Lot n° 2 : Ecole de surf plage des naturistes sud	Damien MARLY et Julie POLLET
Lot n°3 : Restauration sur place ou à emporter plage des naturistes	Jérôme BRAS
Lot n°4 : Ecole de surf plage du boiteux nord	Johan PONCET
Lot n°5 : Ecole de surf plage du boiteux sud	Lot déclaré infructueux
Lot n°6 : Restauration sur place ou à emporter plage de La Gravière	Emmanuel MAGNIEN
Lot n°7 : Ecole de surf plage de la Gravière	Arnaud DARRIGADE
Lot n°8 : Location de Transat plage Centrale	Baptiste BATY
Lot n°9 : Snack sur place ou à emporter plage Sud	Florence BRUMENT
Lot n°10 : Club de plage à la plage Sud	Thierry KRAWIEC et David DUBES

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** le choix des délégataires pour la gestion du service public balnéaire de la Commune de Soorts-Hossegor.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer les contrats de délégation de service public pour le service public balnéaire de la Commune de Soorts-Hossegor après validation des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

**AUTORISE** Monsieur le maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN





**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DEPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du conseil municipal**

**Séance du 20 janvier 2023**

**Délibération n°232001-004 : Signature d'une convention pour le lancement d'un groupement de commandes dans le cadre de la Stratégie « recul du trait de côte » avec les Communes de Capbreton et Labenne.**

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 25**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 1414-3.-I, L. 2121-2, L. 2121-22 et L. 2121-29,

**VU** le code de la commande publique,

Les villes de Capbreton, de Labenne, et de Soorts-Hossegor peuvent procéder au lancement d'une consultation relative au suivi du littoral, axe 2 du programme d'actions, qui consiste aux levés topographiques annuels des dunes et des estrans dans le cadre de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière (SLGBC) pendant la période 2023 - 2027.



Dans le cadre du code de la commande publique et afin de mutualiser les des économies d'échelle, les trois communes souhaitent constituer un groupement de commandes. Une convention constitutive du groupement sera établie afin de définir les modalités de fonctionnement de ce groupement. Selon les termes de cette convention, et dans le cadre de la Stratégie, la Commune de Capbreton sera désignée comme coordonnateur du groupement.

Elle assurera à ce titre :

- La centralisation des besoins des bénéficiaires,
- La rédaction de toutes les pièces de procédure de passation et nécessaires à son exécution, pour organiser et mettre en œuvre la procédure de consultation,
- La gestion des opérations de consultation et de mise en concurrence,
- L'envoi des courriers aux candidats non retenus.

Chaque membre du groupement se chargera ensuite de l'attribution, de la notification et de l'exécution de son propre marché.

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal*

**APPROUVE** le projet de convention constitutif d'un groupement de commandes entre les Communes de Capbreton, Labenne, et de Soorts-Hossegor en vue de la passation de marchés publics dans le cadre de la Stratégie « recul du trait de côte ».

**CHARGE** Monsieur le Maire ou son représentant de signer cette convention.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les marchés publics et à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de ceux-ci.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 20 janvier 2023

### Délibération n°230120-005 : Délibération rapportée : Reversement d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par la Commune à la Communauté de communes

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que L'article 109 de la loi de finances pour 2022 avait modifié la rédaction de l'article L. 331-2 du code de l'urbanisme (CU), rendant obligatoire le reversement de tout ou partie du produit de la Taxe d'Aménagement (TA).

Il s'agit du reversement du produit de la TA perçu par les communes, aux EPCI ou groupements de collectivité dont elles sont membres en fonction des compétences exercées par ces derniers et des investissements réalisés en équipements publics pour l'urbanisation.

Devant cette obligation réglementaire, lors de la séance du 30 septembre 2022, le Conseil Municipal s'était donc prononcé sur le reversement d'une partie du produit de la taxe d'aménagement perçu



par la commune à l'EPCI dont elle est membre ; il avait été décidé de retenir, en tenant compte de la charge des équipements publics relevant de chacun comme suit :

- 31 % pour la Communauté de communes MACS ;
- 69 % pour la Commune de Soorts-Hossegor.

Toutefois, l'article 15 de la loi n° 2022-1499 du 1<sup>er</sup> décembre 2022 de finances rectificatives pour 2022, est venu supprimer ce principe de reversement obligatoire de tout ou partie du produit de la taxe d'aménagement par les Communes à l'EPCI dont elles sont membres, compte tenu de la charge des équipements publics relevant de ses compétences.

Par conséquent, le reversement de la taxe d'aménagement perçue par les communes à leur EPCI redevient facultatif.

Il est proposé au Conseil Municipal de délibérer pour rapporter la délibération du n°220930-008 en date du 30 septembre 2022, c'est-à-dire annuler purement et simplement tous les effets de cette délibération, compte tenu de la possibilité offerte par l'article 15 de la loi n° 2022-1499 du 1<sup>er</sup> décembre 2022.

**VU** l'article 109 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 ;

**VU** l'article 15 de la loi n° 2022-1499 du 1<sup>er</sup> décembre 2022 de finances pour 2022 ;

**VU** l'ordonnance n° 2022-883 du 14 juin 2022 relative au transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive ;

**VU** le code général des impôts, et notamment son article 1379 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération n°220930-008 en date du 30 septembre 2022,

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** le rapport de la délibération n°220930-008 en date du 30 septembre 2022.

**INDIQUE** qu'en conséquence les reversements du pro rata de produit de taxe d'aménagement initialement prévus par la délibération n°220930-008 en date du 30 septembre 2022, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, ne seront pas effectués.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer toutes les démarches et à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente.


**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

Le secrétaire de séance,



Mlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 20 janvier 2023

**Délibération n°230120-006 : Adoption du règlement intérieur de la commission d'indemnisation à l'amiable pour les dommages de travaux publics du secteur des Landais.**

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 25**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**VU** les articles 2044 et suivants du code civil,

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour prévenir et régler amiablement les conflits,

**VU** la délibération n°221104-010 du 4 novembre 2022 portant sur le principe de création d'une commission d'indemnisation à l'amiable pour les dommages de travaux publics du secteur des Landais,

**VU** le projet de règlement annexé à la présente,



**CONSIDÉRANT** que la Commune de Soorts-Hossegor est maître d'ouvrage de l'opération de réhabilitation du secteur des Landais, consistant à aménager les espaces publics, les trottoirs et les réseaux du secteur des Landais,

**CONSIDÉRANT** que malgré la volonté affichée par la Commune de limiter au maximum les nuisances pour les riverains des emprises du projet, il demeure possible que les travaux puissent occasionner une gêne anormale et spéciale aux commerces et autres locaux professionnels et influencer sur leur activité,

**CONSIDÉRANT** que la Commune de Soorts-Hossegor a décidé lors du Conseil Municipal du 4 novembre 2022 de mettre en place une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques liés aux travaux publics par la voie de la transaction et de créer une commission d'indemnisation dédiée.

**CONSIDÉRANT** la nécessité de définir la composition de la commission,

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** le règlement intérieur de la commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques joint en annexe, dans lequel sont définis le périmètre d'intervention et la composition de ladite commission.

**PRÉCISE** que les crédits seront ouverts au budget de la Commune.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DEPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 20 janvier 2023**

### **Délibération n° 230120-007 : Renouvellement et modification de la convention de mise à disposition d'un agent communal au CCAS pour la fonction de chargée de mission à l'EHPAD Les Magnolias**

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 25**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**VU** le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,  
**Vu** l'article L123-5 du code de l'action sociale et des familles,



**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'apporter un soutien et de faciliter la bonne continuité des services à l'équipe encadrante de l'EPHAD à la suite du recrutement d'une coordinatrice en mars 2022,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'établir le renouvellement et la modification de la convention de mise à disposition d'un agent entre la commune de Soorts-Hossegor et le CCAS de Soorts-Hossegor pour l'EHPAD les Magnolias,

Il convient donc de renouveler temporairement et partiellement la convention de mise à disposition d'un agent communal au titre de chargée de mission au CCAS pour l'EPHAD à raison de 10% de sa quotité de travail et de participer au roulement des astreintes.

La mise à disposition répondra aux modalités définies dans la convention de mise à disposition ci-annexée.

Sa mise en œuvre se fera par voie d'arrêté individuel à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, date de la mise à disposition, et ce pour une durée de six mois.

*Après en avoir délibéré,  
Par 24 voix pour  
1 abstention (Henri ARBEILLE)  
Le Conseil Municipal,*

**DÉCIDE** de mettre à disposition un agent communal au CCAS en tant que chargée de mission de l'EHPAD Les Magnolias.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de mise à disposition d'agents territoriaux entre la Commune de Soorts-Hossegor et le CCAS représentant l'EHPAD Les Magnolias, dont un exemplaire est joint à la présente.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD





**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
DEPARTEMENT DES LANDES

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 20 janvier 2023**

### **Délibération n°230120-008 : Modification de la durée hebdomadaire de travail d'un emploi d'agent social à temps non complet de 25 heures**

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 25**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail d'un emploi d'agent social au service du portage de repas à temps non complet de 25 heures hebdomadaires afin d'octroyer 5 heures hebdomadaires supplémentaires nécessaires au surcroît d'activité.

*Après avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**DÉCIDE** de porter, de 25 heures à 30 heures le temps hebdomadaire de travail de l'agent



titulaire sur un emploi d'agent social au service du portage de repas à domicile  
2023, ID : 040-214003048-20230123-230120\_008-DE

**PRÉCISE** que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

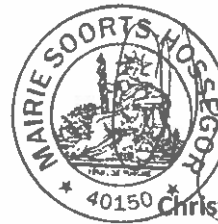
Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**

**DEPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 20 janvier 2023**

### **Délibération n°230120-009 : Création d'un emploi permanent à temps non-complet**

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 25**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire expose à l'assemblée délibérante qu'il est nécessaire de prévoir la création d'un emploi permanent à temps non complet d'un adjoint technique de catégorie hiérarchique C pour assurer les fonctions d'entretien de la Mairie et de l'église de Soorts-Hossegor à compter du 1<sup>er</sup> février 2023.

**VU** l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

**VU** le code général de la fonction publique, notamment l'article L 332-8 5°,



**VU** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents publique territoriale,

**VU** le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

**VU** l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 14 décembre 2022,

**CONSIDÉRANT** que la Commune de Soorts-Hossegor compte au moins 1 000 habitants,

*Après avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**DECIDE :**

- De créer un emploi permanent à temps non complet à raison de 15h00 par semaine d'un adjoint technique de catégorie hiérarchique C à compter du 1<sup>er</sup> février 2023 ;
- Que cet emploi sera inscrit au tableau des effectifs de la Commune ;
- Que le niveau minimum requis pour postuler cet emploi est le suivant : aucun diplôme requis ;
- Que l'agent recruté sera chargé d'assurer les fonctions de : Agent chargé de l'entretien de la mairie et de l'église ;
- Que l'emploi sera pourvu par un agent contractuel dans les conditions fixées à l'article L.332-8 5° du code général de la fonction publique. Dans ce cas, l'agent sera recruté par contrat de travail de droit public d'une durée maximale de 3 ans (renouvelable dans la limite totale de 6 ans) ;
- Que l'agent contractuel recruté sera rémunéré sur la base de l'indice brut 367\* correspondant au 1er échelon de l'échelonnement indiciaire du grade d'adjoint technique, emploi de catégorie hiérarchique C (\* Conformément au décret n°2022-1615 du 22 décembre 2022, portant relèvement du minimum dans la fonction publique, à compter du 1er janvier 2023, les agents occupant à temps complet un emploi doté d'un indice inférieur à l'indice majoré 353 perçoivent néanmoins le traitement afférent à l'indice majoré 353 (indice brut 385) ;
- Que l'agent contractuel ne pourra être recruté qu'à l'issue de la procédure de recrutement prévue par le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics ;
- Que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet ;
- Que Monsieur le Maire est chargé de procéder aux formalités de recrutement.



**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DÉPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 20 janvier 2023**

### **Délibération n°230120-010 : Ouverture de postes et modification du tableau des effectifs**

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 25**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**CONSIDÉRANT** la volonté d'ouvrir un poste au grade de l'agent à temps complet correspondant à la filière technique, à la suite du transfert d'affectation du poste du service Trinquet au service Périscolaire / ALSH,

**CONSIDÉRANT** la volonté d'ouvrir un poste au grade d'Agent social à temps non complet pour la stagiairisation aux services du Portage de repas, de l'Agence postale communale et du PEJ,

**VU** l'avis favorable de la Commission Ressources Humaines du 02 novembre 2022,

**VU** l'avis favorable du Comité social territorial du 14 décembre 2022,

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**DÉCIDE** de modifier le tableau des effectifs en créant les postes suivants :

- **1 poste d'Adjoint technique territorial à temps complet**

Pour le changement d'affectation d'un poste au service Périscolaire/ALSH à compter du 1<sup>er</sup> février 2023 ;

- **1 poste d'Agent social à temps non complet**

Pour la stagiairisation d'un poste au service du Portage de repas / Agence postale communale / PEJ à compter du 1<sup>er</sup> février 2023 ;

**PRÉCISE** que la rémunération et la durée de carrière de ces agents seront celles fixées par la réglementation en vigueur pour chaque emploi concerné.

**PRÉCISE** que les crédits correspondants à la rémunération de ces agents seront inscrits dans le budget primitif du budget principal chapitre 012 de l'exercice 2023.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 20 janvier 2023

### Délibération n°230120-011 : Ouvertures de poste de contractuels pour « accroissement temporaire d'activité »

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 I 1°,

**VU** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

**CONSIDERANT** la nécessité de prévoir la création d'emplois temporaires à temps complet et non complet, en raison d'accroissement temporaire d'activité dans les services municipaux :

- De catégorie C employés sur les grades d'adjoint administratif, adjoint technique, adjoint d'animation, agent social : 40 Postes
- De catégorie B employés sur les grades d'éducateur des activités physiques et sportives, de rédacteur, d'auxiliaire de puériculture de classe normale, et d'animateur : 8 Postes



*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le conseil municipal,*

**DÉCIDE** de créer des emplois temporaires à temps complet ou non complet, de catégorie hiérarchique B ou C, pour faire face à l'accroissement temporaire d'activité dans les services municipaux.

**DÉCIDE** que :

- Les agents recrutés sur une catégorie C seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1<sup>er</sup> échelon au 11<sup>ème</sup> échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades,
- Les agents recrutés sur la catégorie B seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1<sup>er</sup> au 13<sup>ème</sup> échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades et,

**RAPPELLE** que le recrutement de l'agent se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 I 1° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

**PRÉCISE** que les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

**CHARGE** Monsieur le Maire de procéder aux formalités de recrutement.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire


- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

Le secrétaire de séance,



Mairie SOORTS-HOSSEGOR  
40150  
Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Mairie SOORTS-HOSSEGOR  
40150  
Le Maire,  
Christophe VIGNAUD

## Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 20 janvier 2023

### Délibération n° 230120-012 : Ouvertures de poste de contractuels pour « accroissement saisonnier d'activité »

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 I 2°,

**VU** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de prévoir la création d'emplois temporaires à temps complet et non complet en raison d'accroissement saisonnier d'activité dans les services municipaux et des plages :

- De grade d'adjoint administratif, adjoint technique, adjoint d'animation, agent social, de catégorie C ;



- De grade de rédacteur, d'animateur, d'auxiliaire de puériculture de classe normale et d'éducateur des activités physiques et sportives de catégorie B.

ID : 040-214003048-20230123-230120\_012-DE

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le conseil municipal,*

**DÉCIDE** de créer des emplois temporaires à temps complet ou non complet, de catégorie hiérarchique B ou C, pour faire face à l'accroissement saisonnier d'activité dans les services municipaux.

**DÉCIDE** que les agents recrutés sur une catégorie C seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1<sup>er</sup> échelon au 11<sup>ème</sup> échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades, les agents recrutés sur la catégorie B seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1<sup>er</sup> au 13<sup>ème</sup> échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades.

**RAPPELLE** que le recrutement de l'agent se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 I 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

**PRÉCISE** que les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

**CHARGE** Monsieur le Maire de procéder aux formalités de recrutement.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DEPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du conseil municipal**

**Séance du 20 janvier 2023**

### **Délibération n°230120-013 : Création d'emplois non permanents pour le remplacement temporaire d'agents indisponibles**

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 25**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 2,

**VU** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,



**CONSIDÉRANT** la nécessité de prévoir la création d'emplois non permanents complet pour assurer le remplacement d'agents titulaires indisponibles en raison :

- D'une disponibilité de courte durée prononcée
- D'office pour raison médicale
- De droit pour raisons familiales
- Congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS)
- Congé pour accident de service et maladie professionnelle
- Congé annuel
- Congés de maladie - de longue maladie- de longue durée – de grave maladie
- Temps partiel pour raison thérapeutique
- Congé pour maternité, ou pour adoption, avec traitement
- Congé de paternité et d'accueil de l'enfant, avec traitement
- Congé de formation professionnelle
- Congé pour validation des acquis de l'expérience
- Congé pour bilan de compétences
- Congé pour formation syndicale avec traitement
- Congé avec traitement, pendant la durée d'un mandat syndical, en qualité de représentant du personnel siégeant au sein d'un CHSCT
- Congé non rémunéré pour participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives agréées
- Congés prévus par l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 (congrés étendus à tous les fonctionnaires territoriaux atteints d'infirmités contractées ou aggravées au cours d'une guerre...)
- Congé de solidarité familiale
- Congé de proche aidant
- Congé pour siéger, comme représentant d'une association loi 1901
- Congé avec traitement pour accomplir soit une période de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle
- Congé de présence parentale
- Congé parental
- Ou de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale

Selon les grades suivants :

- De catégorie C employés sur les grades d'adjoints techniques, d'adjoints d'animation, d'agents sociaux, d'adjoints administratifs, d'adjoints administratifs principal de 2<sup>e</sup> classe, d'adjoints administratifs principal de 1<sup>er</sup> classe, d'ATSEM principal de 2<sup>e</sup> classe, d'ATSEM principal de 1<sup>er</sup> classe, et brigadier-chef principal de police municipale ;
- De catégorie B employés sur les grades éducateurs des activités physiques et sportives, d'éducateurs des activités physiques et sportives principal de 1<sup>er</sup> classe, de rédacteur, de rédacteur principal de 2<sup>e</sup> classe, rédacteur principal de 1<sup>er</sup> classe, de technicien principal de 1<sup>er</sup> classe, d'auxiliaire de puériculture de classe normale, et d'auxiliaire de puériculture de classe supérieure ;
- De catégorie A employés sur le grade d'attaché, d'attaché principal, d'ingénieur principal, d'ingénieur hors classe, d'éducateur de jeunes enfants, et puéricultrice hors classe.

*Après en avoir délibéré,*

*A l'unanimité*

*Le Conseil Municipal,*

**DÉCIDE** de créer des emplois non permanents à temps complet et non complet pour le remplacement d'un agent indisponible pour les raisons précitées.

**RAPPELLE** que les recrutements des agents se feront par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 I de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

**PRÉCISE** que l'agent contractuel ne pourra être recruté qu'à l'issue de la procédure de recrutement prévue par le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

**PRÉCISE** que les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

**CHARGE** Monsieur le Maire de procéder aux formalités de recrutement.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

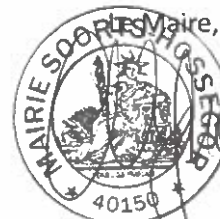
- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DEPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 20 janvier 2023**

### **Délibération n°230120-014 : Mise à jour du Règlement intérieur du personnel communal de Soorts-Hossegor**

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 25**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-8,

**VU** la délibération du Conseil Municipal du 13 mars 2014 adoptant le règlement intérieur du personnel de la Commune de Soorts-Hossegor,

**VU** la délibération du Conseil Municipal du 06 avril 2022 portant modification du règlement intérieur du personnel Communal de la ville de Soorts-Hossegor,

**VU** l'avis favorable du Comité Technique en date du 4 octobre 2022,

**VU** l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 14 décembre 2022,

**CONSIDÉRANT** les réunions de la Commission des Ressources Humaines en date du 6 juillet 2022 et du 2 novembre 2022 afin de procéder à l'étude de propositions visant à modifier les dispositions du règlement intérieur du Conseil municipal,

**CONSIDÉRANT** dès lors qu'il convient de prendre acte des modifications proposées à la suite de ces réunions et des séances du Comité technique, et du Comité Social Territorial.

*Après en avoir délibéré,*

*A l'unanimité*

*Le Conseil Municipal,*

**ADOpte** le règlement intérieur du personnel modifié ci-annexé, et charge Monsieur le Maire et le Directeur Général des Services de l'exécution et de la publication de cette délibération.



**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

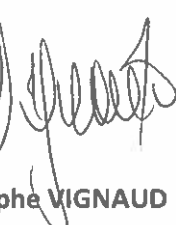

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Christophe VIGNAUD